

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/CTE/W/167**

16 octobre 2000

(00-4284)

---

**Comité du commerce et de l'environnement**

## **AVANTAGES ENVIRONNEMENTAUX DE L'ÉLIMINATION DES RESTRICTIONS ET DISTORSIONS DES ÉCHANGES: SECTEUR DES PÊCHES**

### Point 6 du programme de travail

#### Note du Secrétariat

1. En réponse à la demande formulée par le Comité du commerce et de l'environnement (CCE) à sa réunion des 29 février-1<sup>er</sup> mars 2000, le Secrétariat a établi la présente note pour mettre à jour les documents antérieurs sur le secteur des pêches en collaboration avec les organismes internationaux intéressés, l'accent étant mis sur la dimension développement.<sup>1</sup> Cette note servira de base aux futures discussions dans le cadre de l'analyse sectorielle faite par le Comité des avantages environnementaux de l'élimination des restrictions et distorsions des échanges (point 6 du programme de travail). Elle résume les divers aspects de la question sous l'angle des effets écologiques possibles sur la durabilité des pêches dans le monde. Le Secrétariat reconnaît qu'il s'agit d'un document qui devrait évoluer à mesure que les résultats des nouvelles études empiriques seront publiés et que les travaux sur les pêches avanceront dans les instances nationales, régionales et internationales.

2. La note est structurée comme suit: la section I donne une vue d'ensemble de la situation actuelle des ressources halieutiques dans le monde; la section II présente une analyse économique du secteur des pêches en vue d'illustrer les complexités propres à la conservation halieutique; la section III décrit l'état des discussions internationales et des récents travaux consacrés à une gestion durable des pêches dans les instances internationales, et notamment la question des subventions.<sup>2</sup> Il est également fait mention dans cette section des apports des Membres et des organismes internationaux au CCE. Une bibliographie sommaire figure à la fin de la note avec une liste de communications au CCE sur la question des pêches.

### **I. VUE D'ENSEMBLE**

3. La situation des pêches dans le monde sur le plan de la durabilité est de plus en plus un sujet d'inquiétude. On convient de la nécessité d'analyser l'évolution du secteur des pêches dans une large perspective afin de tenir compte des problèmes complexes de gestion de durabilité des pêches. Les

---

<sup>1</sup> Cette note met à jour le document WT/CTE/W/67 (7 novembre 1997), qui examine les effets environnementaux de l'élimination des restrictions et distorsions des échanges dans plusieurs secteurs visés par le point 6, ainsi que les documents WT/CTE/W/80 (9 mars 1998) et Add.1 (21 septembre 1999) qui donnent un aperçu des subventions possibles aux pêches ayant été notifiées selon l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

<sup>2</sup> Le Secrétariat a produit cette note en collaboration avec plusieurs instances ou autorités internationales qui s'occupent des pêches: APEC, FAO, OCDE, PNUE, CICTA, Convention sur la diversité biologique, CITES, CCAMLR, WWF/FMN et CICDD. Il les remercie de leurs apports et de leurs commentaires. Il assume toute la responsabilité des erreurs qui auraient pu se glisser dans la note. Il est prêt à réviser cette dernière à la lumière d'indications nouvelles.

statistiques qui suivent évoquent le contexte d'une compréhension de l'état des ressources halieutiques dans le monde.<sup>3</sup>

#### A. PRODUCTION HALIEUTIQUE

4. Dans les deux décennies postérieures à 1950, la production halieutique dans le monde (prises ou captures d'espèces d'eau salée et d'eau douce, secteur traditionnel plus important) a augmenté de jusqu'à 6 pour cent en moyenne annuelle. Elle a triplé de 1950 à 1969, passant de 18 à 56 millions de tonnes. Le taux annuel moyen d'accroissement est ensuite tombé à 2 pour cent dans les années 70 et 80 et presque à zéro dans les années 90. La diminution du nombre total de prises suit la tendance générale pour la plupart des pêcheries du monde, qui ont apparemment atteint tout leur potentiel productif avec une pleine exploitation de la plupart des stocks. D'après la FAO, il serait donc hautement improbable que les prises totales augmentent beaucoup dans l'avenir.

5. La production aquacole présente une tendance contraire. Si la production halieutique s'est accrue de 20 millions de tonnes depuis dix ans, on le doit principalement à l'aquaculture, puisque la production a été relativement stable dans le secteur de la pêche proprement dite. La production aquacole en eau aussi bien douce que salée, qui était peu importante au départ, a offert des taux annuels de croissance approximatifs de 5 pour cent de 1950 à 1969, de 8 pour cent dans les années 70 et 80 et de plus de 10 pour cent depuis 1990.

6. Comme l'indique le tableau 1, la production déclarée de la pêche et de l'aquaculture dans le monde a décliné de 1997 à 1998, passant de 122 à 117 millions de tonnes, ce qui s'explique, comme le signale la FAO, par l'incidence de l'anomalie climatique que représente El Niño sur certaines grandes pêches en eau salée. Il reste que la production a remonté en 1999 à un niveau estimatif de 123 millions de tonnes. Cette année-là, l'aquaculture a contribué pour 26,1 pour cent à la production halieutique mondiale. C'est bien plus que les 18,5 pour cent de 1997. En 1998, les premiers pays producteurs étaient la Chine, le Japon, les États-Unis, la Fédération de Russie, le Pérou, l'Indonésie, le Chili et l'Inde (dans cet ordre). Ensemble, ils étaient à l'origine de plus de la moitié de toute la production des pêches (nombre de tonnes) cette année-là. Bien que décroissante, la pêche en eau salée rend toujours compte de plus de 90 pour cent de la production mondiale des pêches.

7. La production aquacole est dominée par les pays asiatiques, et notamment par la Chine qui a déclaré des hausses annuelles de 0,7 million de tonnes avant 1992 et de 2,6 millions par la suite. Dans le reste du monde, la production a augmenté en moyenne de 0,4 million de tonnes par an. Dans la dernière décennie, les pays à déficit vivrier et à faible revenu (PDVFR) à l'exclusion de la Chine ont vu leur production évoluer en hausse. La figure 1 décrit la production de la pêche et de l'aquaculture dans le monde.

---

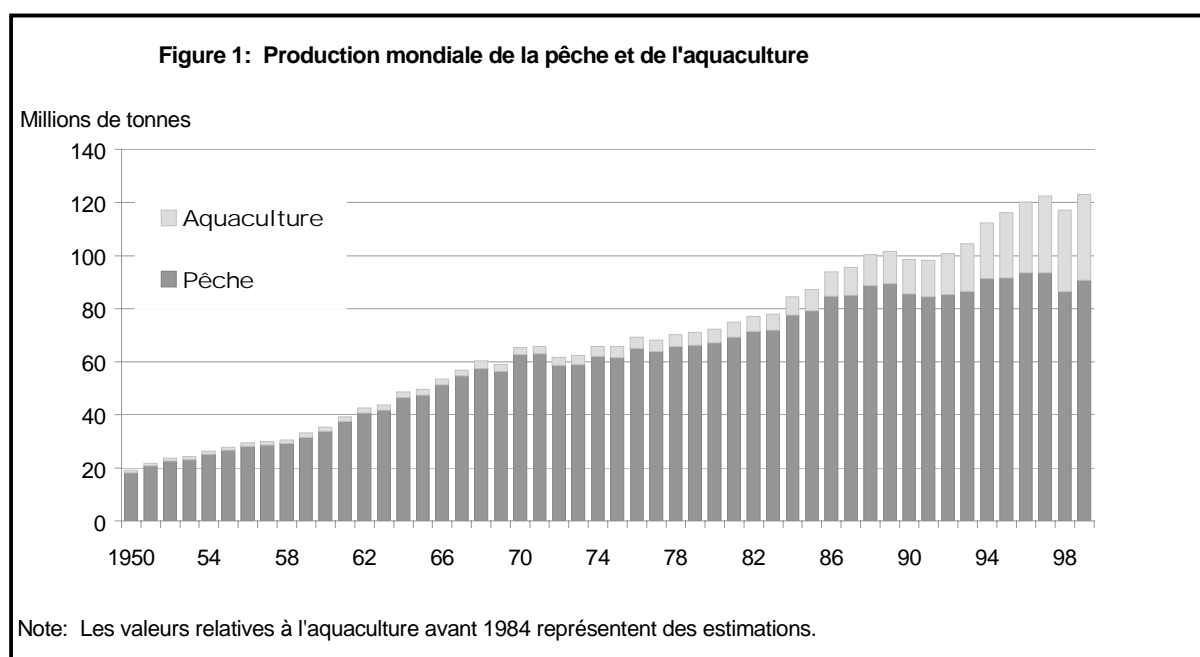
<sup>3</sup> C'est le Département des pêches de la FAO qui a procuré les données de cet aperçu.

**Tableau 1: Production et utilisation halieutiques dans le monde**

	1994	1995	1996	1997	1998	1999*
<b>PRODUCTION</b>	(millions de tonnes)					
<b>EAU DOUCE</b>						
Pêche	6,7	7,2	7,4	7,5	8,0	s.o.
Aquaculture	12,1	14,1	16,0	17,6	18,7	s.o.
<b>Total, eau douce</b>	18,8	21,4	23,4	25,1	26,7	s.o.
<b>EAU SALÉE</b>						
Pêche	84,7	84,3	86,0	86,1	78,3	85,0
Aquaculture	8,7	10,5	10,9	11,2	12,1	s.o.
<b>Total, eau salée</b>	93,4	94,8	96,9	97,3	90,4	s.o.
Total, pêche	91,4	91,6	93,5	93,6	86,3	90,8
Total, aquaculture	20,8	24,6	26,8	28,8	30,9	32,2
<b>Total, production halieutique dans le monde</b>	112,3	116,1	120,3	122,4	117,2	123,0
<b>UTILISATION</b>						
Consommation humaine	79,8	86,5	90,7	93,9	93,3	92,6
Farines et huiles de poisson	32,5	29,6	29,6	28,5	23,9	30,4
Population (milliards)	5,6	5,7	5,7	5,8	5,9	6,0
Approvisionnement alimentaire en poisson par habitant (kg)	14,3	15,3	15,8	16,1	15,8	15,4

\* Estimation provisoire.

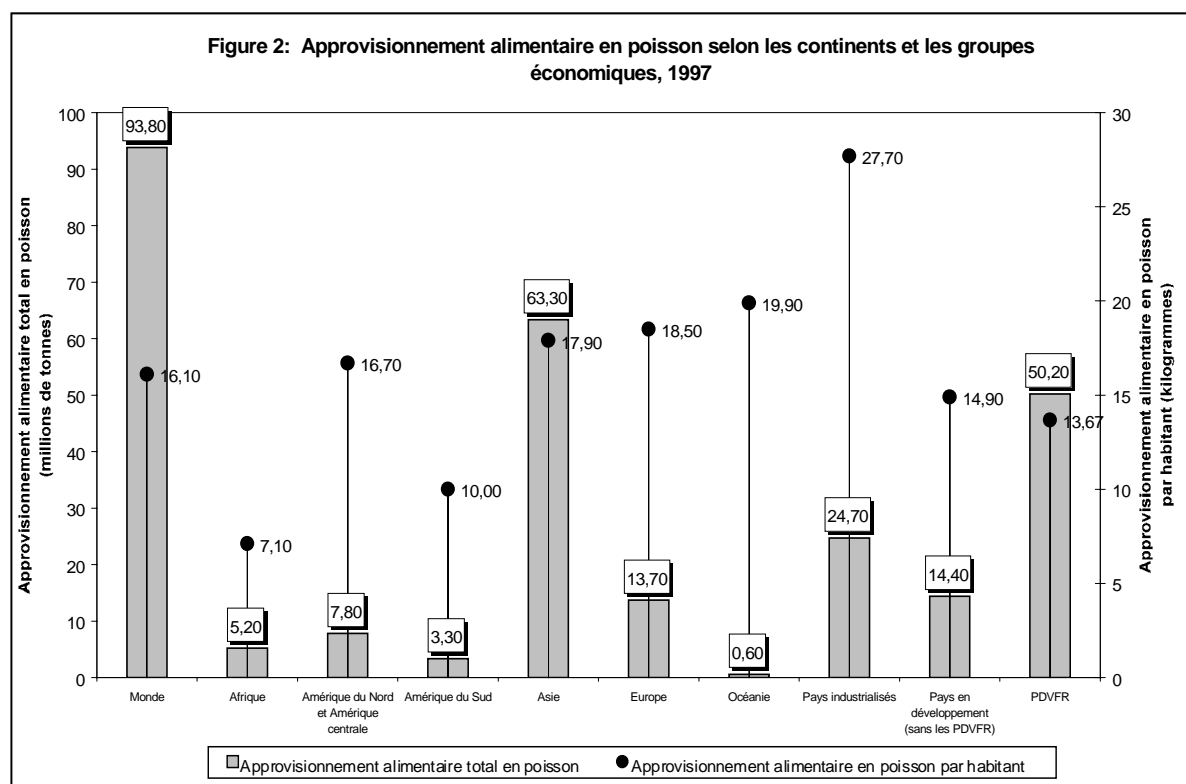
Source: FAO.



Source: FAO.

## B. CONSOMMATION DE POISSON

8. Dans le monde, environ 1 milliard de gens ont fait du poisson leur grande source de protéines animales. Ils en dépendent davantage dans les régions côtières. Environ 20 pour cent de la population du globe puise au moins 20 pour cent de ses protéines animales à cette source et certains petits pays insulaires sont dans une dépendance presque totale du poisson. Comme l'approvisionnement alimentaire total en poisson s'accroît à un rythme annuel de 3,6 pour cent depuis 1961 – à comparer à un taux d'accroissement démographique de 1,8 pour cent dans le monde pendant cette période –, les protéines tirées des poissons, des crustacés et des mollusques ont représenté de 13,8 à 16,5 pour cent des apports alimentaires en protéines animales. Au début des années 60, l'approvisionnement en poisson par habitant dans les PDVFR s'établissait en moyenne à un cinquième du niveau correspondant dans les pays les plus riches, mais l'écart a rétréci peu à peu et, en 1997, il approchait de la moitié de la consommation moyenne dans les économies les plus riches. La figure 2 illustre les approvisionnements alimentaires en poisson selon les continents et les groupes économiques. On trouvera à l'annexe I la liste des PDVFR.



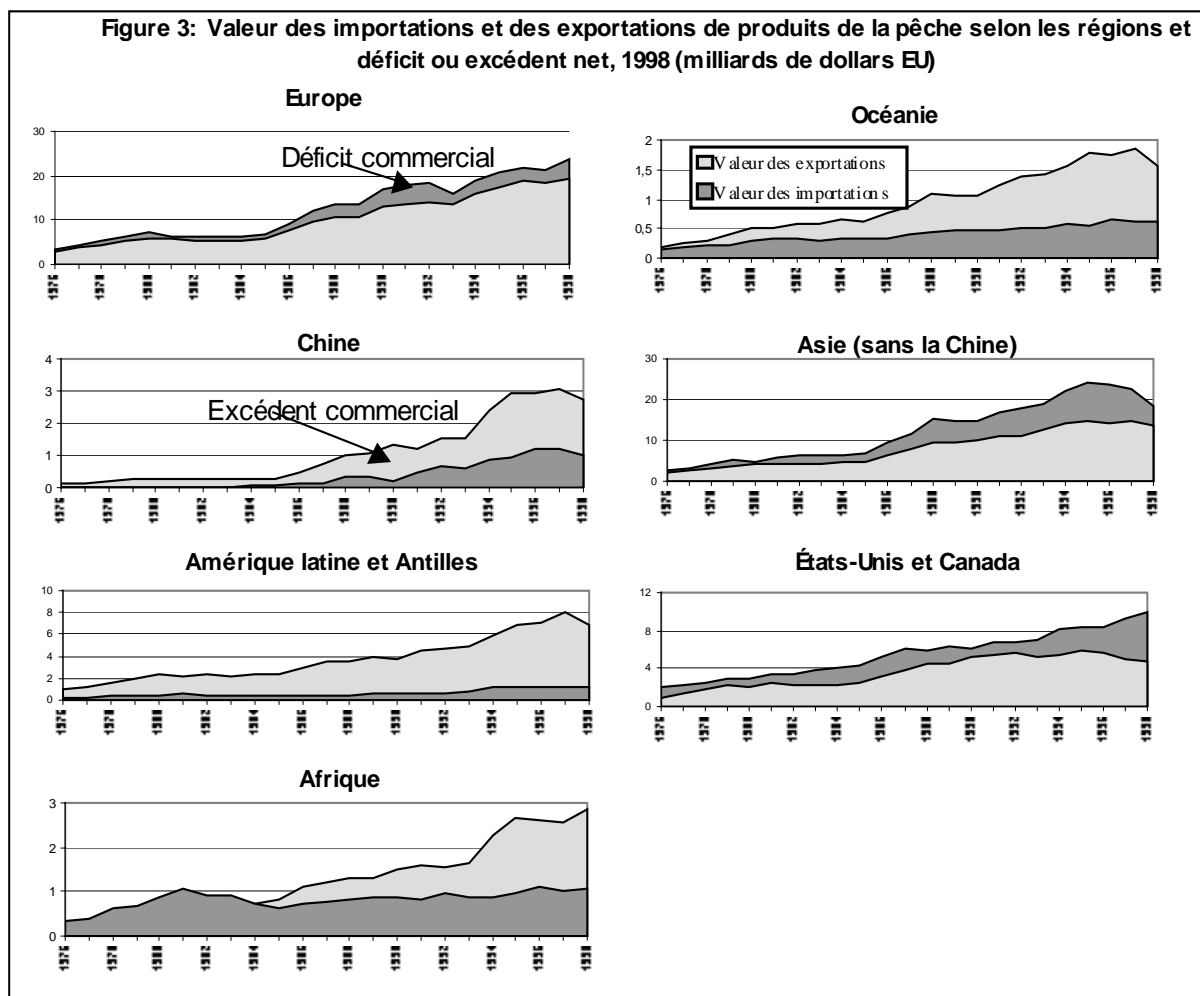
Source: FAO.

## C. COMMERCE

9. Une grande partie de la production halieutique entre dans le commerce international. En 1998, le tiers environ de cette production était exporté. Les PDVFR prennent une part active à ce commerce et sont actuellement à l'origine de presque 20 pour cent de ces exportations. Les pays en développement sont les premiers exportateurs de produits halieutiques. Ils rendent compte de près de la moitié de toutes les exportations en valeur. Les échanges internationaux de poisson et de produits et services halieutiques jouent un rôle de premier plan dans les stratégies de développement d'un grand nombre de pays, et plus particulièrement des pays en développement. Ils constituent une importante source de revenu. D'après la FAO, plus de 90 pour cent du commerce de poisson et de produits de la pêche consiste en produits ayant subi une transformation quelconque (à l'exclusion donc des poissons vivants et des poissons frais et entiers). Le poisson congelé, frais et réfrigéré forme la

majeure partie de ce qui est exporté. Le poisson vivant, frais ou réfrigéré ne représente qu'une faible partie du commerce halieutique mondial, étant une denrée périssable, mais les échanges se multiplient grâce aux progrès logistiques et à la montée de la demande.

10. En 1998, on a exporté, selon les estimations de la FAO, du poisson et des produits du poisson pour une valeur totale de 51,3 milliards de dollars EU. C'est 3,8 pour cent de moins qu'en 1997 (mais bien plus que les 3 milliards du début des années 70). En 1998, les exportations totales de poisson et de produits de la pêche se sont montées à 55 milliards de dollars, en légère baisse depuis 1997 (2,8 pour cent) et 1996 (3,9 pour cent). La figure 3 illustre les courants commerciaux de produits du poisson.



Source: FAO.

11. Les pays industrialisés sont les premiers importateurs de poisson et de produits halieutiques. Le Japon occupait toujours le premier rang avec 23 pour cent environ de toutes les importations. La Communauté européenne avait pour sa part accru sa dépendance à l'égard des importations dans ses approvisionnements en poisson. Le deuxième pays importateur en importance était les États-Unis, qui occupaient aussi le cinquième rang comme pays exportateur. Plus de 77 pour cent de la valeur des importations est concentrée dans ces trois régions.

12. L'imposition de contraintes de plus en plus rigoureuses à l'importation, plus particulièrement dans les pays industrialisés, a influé sur le commerce du poisson et de ses produits. Les exigences formulées ont généralement à voir avec la salubrité ou l'innocuité alimentaire. Dans bien des cas, on exige que les transformateurs appliquent la méthode dite d'analyse des risques et de maîtrise des points critiques (ARMPC).<sup>4</sup> Avec cette méthode, on établit des normes de transformation alimentaire en suivant, par exemple, les produits halieutiques de la récolte à la fin de la production. On voit aussi dans une amélioration de la transformation postrécolte un mode de développement de l'industrie des pêches hors de tout accroissement de récolte, puisque cette amélioration peut donner plus de valeur ajoutée à l'industrie des produits du poisson et créer des utilisations pour des prises qui seraient normalement rejetées.

13. Parmi les questions d'intérêt dans ce secteur, on compte celles de l'éco-étiquetage (développement et utilisation), de la détermination de règles d'origine du poisson et de ses produits et de l'incidence possible de ces éléments sur l'accès aux marchés et une gestion de durabilité des pêches. On voit dans l'éco-étiquetage une façon de maintenir la productivité des pêches, tout en favorisant les progrès de la conservation et de la gestion halieutiques. On s'est dit inquiet, notamment dans les pays en développement, de la façon dont est institué un tel régime, tout comme des coûts à supporter et des effets sur l'accès aux marchés.<sup>5</sup> Une étude de Schmidt (2000) cite des exemples de pays qui ont mis en place un système dit de chaîne de possession ou de garde pour contrôler le cheminement du poisson et de ses produits. Ce régime de certification va plus en détail que les systèmes qui visent principalement à la surveillance du commerce halieutique, qu'il s'agisse de documents statistiques sur les thonidés du CICTA et de la CCSBT ou du Système de documentation des captures de la CCAMLR.

#### D. ÉTAT DES RESSOURCES HALIEUTIQUES

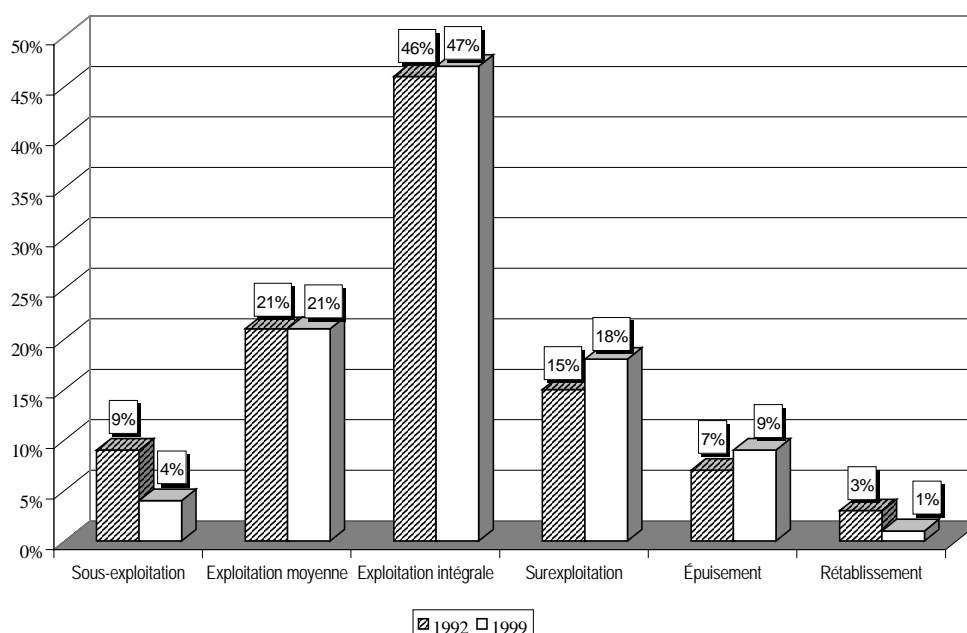
14. La FAO considère que, bien que l'état de certains des stocks les plus productifs ait empiré, l'état global de l'exploitation des grands stocks de poissons d'eau salée – sur lesquels nous disposons de données d'évaluation – suit toujours la tendance générale observée par le passé. La figure 4 indique l'état de ces stocks en 1992 et 1999.

---

<sup>4</sup> On juge appréciable l'investissement nécessaire à l'alignement d'un établissement de transformation du poisson sur les normes ARMPC. Bien des entreprises, surtout dans les pays en développement, ont noté que l'application de normes nouvelles et de plus en plus rigides pour les produits halieutiques constitue de fait une mesure non tarifaire que l'on oppose aux produits à valeur ajoutée qui émanent de ces pays. Voir FAO (1998a).

<sup>5</sup> On trouvera dans Deere (1999) un aperçu de la question de l'éco-étiquetage et de la durabilité des pêches.

Figure 4: État des grands stocks de poissons d'eau salée



Source: FAO.

#### E. GESTION DES PÊCHES

15. Beaucoup imputent principalement l'épuisement des stocks aux insuffisances de la gestion des ressources halieutiques. D'après la FAO, cette gestion demeure inefficace un peu partout si on tient compte de l'état d'un grand nombre de stocks halieutiques importants, ainsi que l'illustre la figure 4. Les progrès réels de cette gestion sont lents, mais la FAO relève des signes d'amélioration. Il n'y a pas que la difficulté d'élaborer des modèles économiques dynamiques, les conditions de gestion halieutique sont marquées par une grande incertitude sur le plan des ressources et de l'environnement. Il y a, par exemple, des variations foncièrement imprévisibles de l'environnement qui résistent généralement à tout calcul des économistes et des biologistes (Gordon et Munro, 1996; Tietenberg et Folmer, 1998). Ainsi, la détermination des capacités optimales de récolte a tout d'une question complexe en gestion des pêches.<sup>6</sup> Comme le faisait observer un récent rapport du Congrès américain (États-Unis, 1999), il est difficile de donner une définition pratique du terme "capacité", et celle-ci est encore plus difficile à mesurer.

16. La FAO et l'OCDE demandent à leurs pays membres de fournir des indications sur le nombre total de prises, les importations, les exportations, l'emploi, la taille des flottilles de pêche, etc. La FAO améliore la surveillance des flottilles par son Système d'information mondial sur les pêches.<sup>7</sup>

<sup>6</sup> Stone (1997: page 513) définit la surcapacité comme "une situation dans laquelle la valeur des intrants consacrés à la pêche est supérieure à celle qui serait nécessaire pour atteindre avec un maximum d'efficacité le niveau d'activité de pêche souhaité". Comme il le précise, on ne s'entend toutefois guère sur ce qui constitue une juste capacité ou un juste niveau d'apports à la production halieutique, et donc sur la façon de mesurer un excès de capacité. Ainsi, la question des niveaux non préjudiciables d'exploitation des stocks est toujours litigieuse et le degré d'exploitation sans danger varie d'année en année. Vu ces incertitudes, on ne sait pas vraiment quel degré d'activité halieutique permettra de récolter une juste part des stocks.

<sup>7</sup> Pour agréger les données sur les pêches, on se reporte à la Classification statistique internationale standard des produits de la pêche (CSISPP), qui est un prolongement de la Classification type des Nations Unies pour le commerce international (CTCI, troisième révision). Elle est liée à la nomenclature du Système

On n'en constate pas moins que le manque de données a tout d'une entrave à la recherche empirique dans ce domaine.

17. À cause des incertitudes dont est marqué le domaine des pêches, on recourt de plus en plus à une "approche de précaution" en gestion halieutique afin que l'insuffisance des données et autres renseignements scientifiques ne nuise pas aux efforts de conservation. Ce principe de précaution se trouve sanctionné par plusieurs ententes régionales et internationales dans ce même domaine des pêches: organismes régionaux des pêches (voir l'annexe II), conférence des Nations Unies (1995) sur les stocks chevauchants et les stocks de poissons grands migrants<sup>8</sup>, Convention sur la diversité biologique (1992), etc.

18. Selon la FAO, divers pays industrialisés se proposent de toute urgence de veiller à ce que la capacité des flottilles de pêche soit en rapport avec une exploitation durable des pêcheries. Les pays en développement ont des objectifs qui privilégient généralement le développement des pêches en ressources et en technologies nouvelles. Non seulement on reconnaît que certains stocks sont surexploités et que leur récolte doit faire l'objet de limitations, mais on vise avant tout aussi à améliorer et à diversifier les pêches et à promouvoir l'aquaculture, et ce, en partie parce que, dans maints pays, le souci de base est celui de l'importance relative du rôle que jouent la pêche et l'aquaculture dans l'emploi et la sécurité alimentaire chez ceux qui comptent parmi les plus pauvres de la population. On peut se fixer pour objectif plus précis de mettre en place des infrastructures, plus particulièrement pour une transformation qui diminue les pertes postrécolte et augmente la valeur ajoutée et l'accès aux débouchés des produits halieutiques.

#### F. ÉVOLUTION SUR LE PLAN INTERNATIONAL

19. Un des grands événements multilatéraux d'intérêt du point de vue d'une gestion de durabilité des pêches a été l'adoption de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS). Cet accord négocié en 1982 est en vigueur depuis 1994.<sup>9</sup> Il institue un régime complet pour les océans et les mers du globe. Il établit un cadre juridique et des règles d'exploitation de tous les océans et d'accès à leurs ressources. Il confère aux États côtiers le droit exclusif de gérer et d'exploiter les ressources marines, biologiques ou non, dans une zone économique exclusive (ZEE) et de contrôler les ressources halieutiques par un système global de gestion. Ainsi, les États côtiers ont à la fois le droit exclusif et l'obligation de s'assurer que les ressources biologiques marines sont exploitées en toute durabilité. Ils ont le devoir de conserver les ressources biologiques de leurs ZEE respectives par l'application de plafonds de prises (total des prises admissibles ou TPA). Ces valeurs limites sont arrêtées à l'aide des meilleures données scientifiques disponibles. Si un État côtier est incapable de récolter sa valeur de prises admissibles, il se doit, comme le prévoit l'UNCLOS, de donner accès aux autres États aux stocks en sus de sa capacité de récolte en contrepartie d'avantages économiques d'ordre halieutique. La Convention stipule en outre que, comme les stocks de poisson ne sont pas confinés dans les diverses ZEE, les États côtiers et les autres États qui pêchent dans une région doivent collaborer, directement ou par l'entremise d'organismes internationaux compétents, à la conservation des stocks et poursuivre l'objectif d'une exploitation optimale des ressources halieutiques de toute la région, c'est-à-dire à l'intérieur comme à l'extérieur des diverses ZEE.

20. L'UNCLOS assigne à l'OMC le pouvoir de régler les différends portant sur les "mesures liées au commerce", et notamment sur les subventions à la production et les restrictions commerciales. La

---

harmonisé (SH) de l'Organisation mondiale des douanes, qui est la classification utilisée par l'OMC. Voir FAO (2000a).

<sup>8</sup> La convention du même nom dit que les États côtiers et les États de pêche hauturière "appliquent l'approche de précaution conformément à l'article 6".

<sup>9</sup> Voir la page d'accueil UNCLOS à [www.un.org/Depts/los](http://www.un.org/Depts/los).



Convention reconnaît expressément le pouvoir qu'a l'OMC d'appliquer des mesures liées au commerce en ce qui concerne l'exploitation minière des fonds marins.<sup>10</sup>

21. Les ressources halieutiques sont de loin les plus abondantes dans les territoires nationaux. La FAO (1999c) estime que plus de 90 pour cent de la production halieutique mondiale a pour origine les 200 milles marins immédiatement au large des côtes. Cette bande littorale est aussi la frayère des poissons que prennent les pêcheurs en haute mer. L'institution de ZEE a donc eu pour effet direct de faire relever la majeure partie des stocks halieutiques de la compétence des États côtiers, importante mesure de limitation du libre accès à ces ressources.

22. L'UNCLOS renferme des dispositions relatives à la gestion des stocks non confinés des ZEE en particulier, et notamment des stocks chevauchants (qui migrent entre les ZEE et la haute mer) et des stocks de poissons grands migrateurs (qui migrent sur de grandes distances et qui, souvent, traversent plusieurs ZEE). Ce sont des dispositions qui ont été clarifiées par la Convention sur la conservation et la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs de 1995. Une autre entente importante sur ce plan est l'Accord visant à favoriser le respect par les navires de pêche en haute mer des mesures internationales de conservation et de gestion (1993, FAO). L'application de ces deux ententes aidera à la gestion des stocks partagés, transterritoriaux et migrateurs. L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté plusieurs résolutions sur la pêche pélagique massive aux filets dérivants et appelé à un moratoire universel sur ce genre de pêche hauturière pour le 31 décembre 1992.

23. On a nettement renforcé depuis la CNUED de 1992 le cadre multilatéral d'exploitation durable et de conservation des ressources biologiques aquatiques.<sup>11</sup> Le chapitre 17 d'*Action 21* porte sur la "protection de tous les océans et de toutes les mers – y compris les mers fermées et semi-fermées – et des zones côtières, et protection, utilisation rationnelle et mise en valeur de leurs ressources biologiques". À sa septième session en 1999, la Commission du développement durable (CDD) a insisté sur les questions relatives aux océans et aux mers, qu'il s'agisse de surpêche, de pollution marine ou de destruction des écosystèmes et des massifs coralliens. L'Assemblée générale des Nations Unies a demandé "que les gouvernements, dans le cadre des organisations nationales, régionales et internationales compétentes, examinent dans quelle mesure les subventions ont un effet bénéfique ou préjudiciable sur la conservation et la gestion des ressources halieutiques et, compte tenu de cet examen, envisagent les mesures qui s'imposent" (Nations Unies, 1999). Elle a aussi accepté d'établir un Processus consultatif officieux à composition non limitée sur les océans et le droit de la mer (UNICPOLOS). À sa première session en juin 2000, cette commission consultative s'est donné pour point de mire le sens des responsabilités et les activités illicites, non déclarées ou non réglementées dans le domaine des pêches.<sup>12</sup> On mène aussi des études sur l'océan et la mer en prévision de la révision décennale de la CNUED et d'*Action 21* en 2002.

24. La Convention sur la diversité biologique (1992, CDB) reconnaît l'importance de la biodiversité, et notamment de la biodiversité marine et littorale. La FAO (2000c) estime à plus de 1 100 le nombre d'espèces de poissons, de mollusques et de crustacés qui contribuent aux grandes pêches et à plus encore le nombre d'espèces qui contribuent aux petites pêches. Plus de 300 espèces tiennent une place dans la production aquacole. La sauvegarde de la biodiversité des populations

---

<sup>10</sup> Voir la communication au CCE de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer des Nations Unies sur l'UNCLOS (WT/CTE/W/62), section 6 (Politique en matière de production) de l'Annexe à l'Accord de 1994 relatif à l'application de la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982.

<sup>11</sup> Pour un examen systématique, voir Dommen (2000).

<sup>12</sup> Voir les résultats de ces consultations à [www.un.org/Depts/los/Docs/UNICPO/UNICPOpage.htm](http://www.un.org/Depts/los/Docs/UNICPO/UNICPOpage.htm).

naturelles est à la base même des ressources des pêches commerciales. La deuxième conférence de 1995 des parties signataires de la Convention sur la diversité biologique a adopté le "Mandat de Jakarta sur la diversité biologique du milieu marin et des zones côtières", qui prévoit des mécanismes et des stratégies d'application de la Convention aux espaces marins et littoraux. Ce mandat traite de la gestion intégrée des territoires, des zones protégées, de l'exploitation durable des ressources biologiques, d'une mariculture durable et des espèces étrangères. Il insiste sur l'adoption d'une "approche de précaution" à l'égard des ressources biologiques marines, sur le recours en gestion aux meilleures données scientifiques disponibles et sur la constatation des fonctions essentielles des écosystèmes (CDB, 1995).

25. Plusieurs espèces marines sont visées par la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (1973, CITES), qui vient réglementer le commerce d'espèces menacées, qu'il s'agisse de la tortue de mer, de l'esturgeon, de la baleine, de la loutre de mer, du phoque ou otarie à fourrure, de l'otarie, des autres cétacés, du crocodile marin ou du corail.<sup>13</sup> Jusqu'à présent, il n'y a pas d'espèces marines en exploitation commerciale qui fassent partie de la liste. À la conférence de 1997 des parties signataires de cette convention, celles-ci ont rejeté une proposition visant à charger un groupe de travail d'étudier les espèces de poissons de mer, et plus particulièrement les espèces faisant l'objet d'une récolte commerciale à grande échelle, ainsi qu'à permettre l'application aux espèces marines des critères de désignation de l'annexe II. La Convention sur la conservation d'espèces migratrices de faune sauvage (1979), qui vient protéger les espèces migratrices qu'énumèrent ses deux annexes, vise ainsi le silure géant, l'esturgeon, la spatule chinoise (de Chang jiang) et le carcharias (requin carcharadonte). À la conférence des parties signataires en 1999, on a adopté une résolution relative aux prises accessoires en vue de la protection de l'albatros, du pétrel, de la tortue de mer et des cétacés contre la capture accidentelle.

#### G. ORGANISMES RÉGIONAUX DES PÊCHES

26. La gestion des pêches se fait aussi dans le cadre d'organismes régionaux des pêches (ORP), qui jouent un rôle important dans une gestion efficace de durabilité des pêches, notamment dans le contexte de l'application de l'UNCLOS. L'annexe II dresse la liste des 28 ORP en question. Le PNUE a un Programme pour les mers régionales chargé de faciliter la gestion des espaces marins et littoraux.<sup>14</sup>

27. Des programmes de statistique et de documentation de prises ont vu le jour dans plusieurs ORP: Commission pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique (CCAMLR), Commission pour la conservation du thon rouge du Sud (CCSBT), Inter-American Tropical Tuna Commission (I-ATTC), Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA), etc. Ils sont conçus pour faciliter la surveillance du commerce international des espèces de poisson, constater l'origine des espèces en importation ou en exportation des territoires des parties contractantes et contrôler le respect des mesures de conservation prises par les ORP. Ils facilitent en outre la collecte de données sur les stocks halieutiques, ce qui permet une observation scientifique de la durabilité des pêches.

28. La CICTA et la CCAMLR ont, par exemple, adopté des règles en matière de commerce, mais les ententes en question ne traitent pas expressément de l'octroi de subventions. On voit dans l'une et l'autre des exemples de recours approprié et conforme aux règles de l'OMC (c'est-à-dire de recours non discriminatoire) à des mesures commerciales dans les accords environnementaux multilatéraux

<sup>13</sup> Pour se renseigner sur cette convention, voir WT/CTE/W/151, W/71, W/63 et *Matrix on Trade Measures Pursuant to Selected MEAs*, WT/CTE/W/160.

<sup>14</sup> Voir le Programme pour les mers régionales à [www.unep.org/unep/program/natres/water/regseas/regsea.htm](http://www.unep.org/unep/program/natres/water/regseas/regsea.htm).

(AEM). La CICTA a fait plusieurs communications au CCE à ses séances d'information sur les AEM, où on a mis en évidence les strictes mesures de conservation qui frappent les activités illicites de pêche des parties et entités (de pêche, etc.) non contractantes que l'on juge nuire à l'efficacité du programme de gestion des stocks de l'organisme.<sup>15</sup>

## H. ENTENTES D'ACCÈS AUX PÊCHERIES

29. Avec l'extension de la compétence des États côtiers dans les années 80 à la suite de l'adoption de l'UNCLOS, bien des pays ont négocié des ententes d'accès aux pêcheries. La FAO estime que bien plus de 300 accords ont ainsi été conclus, beaucoup dans les années 90. On parle d'ententes de première et de seconde génération, les premières accordant des droits de pêche contre paiement et les secondes énonçant aussi comme conditions d'accès des critères de coentreprise, de transfert de technologie et de navires et de surveillance. Les parties négocient les conditions d'accès des "pays pratiquant la pêche hauturière" (PPPH) aux pêcheries côtières en tenant notamment compte des intérêts historiques dans les pêcheries (conformément à l'UNCLOS) et des capacités de pêche des États côtiers.

30. De tels accords sont intéressants dans la mesure où ils peuvent assurer une source de revenu aux États côtiers et donner plus de possibilités de pêche aux PPPH. La tarification d'accès peut apporter d'abondantes recettes aux pays en développement (CICDD-UICN, 1999). Le CCE a noté les conséquences possibles de ces ententes, plus particulièrement pour les pays en développement. Comme l'ont indiqué Stone (1999) et Porter (1997), on conserve de grands sujets d'inquiétude: les paiements d'accès peuvent être relativement faibles à comparer à la valeur des prises; certains PPPH peuvent avoir bénéficié de subventions, ce qui aurait abaissé leurs coûts; souvent, les États côtiers n'affectent pas suffisamment de fonds à la gestion des pêches et à l'application de leur réglementation. On s'inquiète en outre des effets que peuvent avoir les flottilles de pêche des PPPH sur les pêches artisanales ou à petite échelle dans les mêmes eaux, tout comme des règles d'origine des prises selon les accords d'accès aux pêcheries.

## II. ANALYSE ÉCONOMIQUE

### A. NATURE DES PROBLÈMES

31. D'après la FAO, la tendance générale (voir la section I) serait, après cinq décennies d'expansion, à une réalisation de tout le potentiel de production dans la plupart des pêcheries du monde et à une pleine exploitation d'un grand nombre de stocks halieutiques. Comme on peut le voir à la section I, la production halieutique mondiale a monté approximativement de 65 à 120 millions de tonnes des années 70 à 1999. En valeur nominale, le commerce international des pêches s'est accru d'environ 3 milliards de dollars EU pour dépasser les 51 milliards dans la même période. De la vaste documentation spécialisée consacrée à l'évolution des pêches, il ressort que ce secteur se définit par certains traits qui rendent encore plus difficile une gestion des ressources en toute durabilité. Il sera question ici des principaux facteurs économiques à la base de cette complexité.

32. Deux types de problèmes économiques classiques se posent dans le cas des pêches, ceux des défaillances des marchés et des politiques.

---

<sup>15</sup> Voir les notes d'information présentées par la CICTA (WT/CTE/W/152 et W/87; ([www.iccat.es](http://www.iccat.es))) et la CCAMLR (WT/CTE/W/148; ([www.ccamlr.org](http://www.ccamlr.org))) dans le cadre des séances d'information du CCE sur les accords environnementaux multilatéraux.

## B. DÉFAILLANCES DES MARCHÉS: TRAGÉDIE DES BIENS COLLECTIFS

33. Il y a défaillance du marché lorsque les prix ne traduisent ni le coût ni l'avantage entiers de ressources. Ainsi, les marchés se trouvent souvent à ne pas "internaliser" ni refléter la rareté réelle des ressources halieutiques, d'où une surpêche et d'où aussi l'épuisement et l'effondrement de certains stocks. Dans ce cas, il y a défaillance par désincitation pour les pêcheurs à conserver les stocks dans un système d'accès illimité aux ressources. Somme toute, si un pêcheur ne prend pas le poisson, son voisin le fera. On constate de la sorte qu'un accès illimité à des ressources communes comme les ressources halieutiques risque d'aboutir à une surexploitation de ces dernières.

34. La pêche en eau salée offre l'exemple par excellence de biens collectifs, puisque les poissons se déplacent et qu'il est difficile d'ordonner et de surveiller l'accès aux pêcheries, notamment en haute mer. À propos de ces pêcheries, on parlera donc d'un bien collectif dont l'accès est illimité, du moins à l'origine. La constatation fondamentale à la base de la "tragédie des biens collectifs", ainsi que l'a exprimé l'écologiste Garrett Hardin (1968), est que, à mesure que s'accroît la population humaine, les pressions se font plus vives, au niveau local et plus particulièrement au niveau planétaire, en vue d'une surexploitation des ressources communes, lesquelles sont foncièrement difficiles à gérer et se caractérisent par une absence de droits de propriété. Si Hardin parle de tragédie par analogie, c'est que, si les pêcheurs ont collectivement intérêt à long terme à soutenir les pêcheries, ils sont individuellement enclins dans l'immédiat à faire de la surpêche, c'est-à-dire à exploiter les stocks au-delà de leur capacité de renouvellement ou de leur taux de régénération. Si un pêcheur laisse du poisson, un autre le prendra. Ainsi, on aura tendance à récolter les stocks avant que d'autres ne le fassent et à tirer davantage des contraintes imposées à d'autres pêcheurs.<sup>16</sup> Il en résulte inévitablement une surexploitation des stocks et un surinvestissement dans les pêches. Il y aura, par conséquent, moins de profit pour trop de pêcheurs qui investissent trop pour le trop peu de poisson à prendre (Anderson et Leal, 1991). Cela dit, il reste que, d'un point de vue économique, les ressources halieutiques sont renouvelables et qu'on peut les exploiter en toute durabilité; l'adoption de systèmes de gestion de durabilité des pêches est à cet égard essentielle si on entend ménager des encouragements appropriés au redressement des défaillances du marché tenant au libre accès aux pêcheries ou à l'absence de droits de propriété bien définis ou exécutable sur ces mêmes pêcheries.

35. Comme nous l'avons décrit à la section I de cette note, la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (1982, UNCLOS) a abordé la question du libre accès en étendant de 12 à 200 milles (zones économiques exclusives ou ZEE) le territoire de compétence des États côtiers en gestion des ressources marines. En créant les ZEE, on entendait ménager une incitation pour les États à gérer leurs ressources biologiques littorales en toute durabilité. La redistribution des richesses de la mer qu'a déterminée l'UNCLOS a mené à une période d'adaptation et de transition dans le secteur des pêches. Comme l'a fait remarquer la FAO (1992) dans son chapitre spécial *Pêches maritimes et droit de la mer*, il y a eu plusieurs événements qu'on n'avait pas prévus, et notamment la poursuite des investissements en gros bâtiments de pêche de longue navigation, la nette intensification des efforts de pêche en haute mer au-delà des eaux territoriales (bande de 200 milles), l'aggravation du phénomène de l'épuisement des stocks et de la dégradation des écosystèmes et les conflits répandus provoqués par la redistribution des ressources halieutiques.<sup>17</sup> Il y a certes des pays de pêche hauturière qui ont grandement réduit leurs flottilles de pêche, mais d'autres accroissent leurs capacités (Porter, 2000).

---

<sup>16</sup> La possibilité que des États se contentent de profiter des efforts de conservation d'autrui rend nécessaire la coopération internationale. C'est en quelque sorte le "dilemme du prisonnier": s'il y va de l'intérêt mutuel à long terme des États de moins pêcher, le comportement rationnel à court terme qu'aura chaque État sera de porter l'intensité de pêche à son maximum, d'où un résultat irrationnel d'un point de vue collectif.

<sup>17</sup> Stone (1997: page 511) fait remarquer que bien des pays pêcheurs par tradition dont la flottille de pêche est hautement subventionnée ont réussi à se soustraire à une situation d'amenuisement des stocks et de resserrement des règlements en récoltant les stocks de pays en développement ayant moins réglementé le domaine des pêches.

36. Un des problèmes de protection des biens collectifs réside dans la divergence fréquente entre la répartition et la propriété des ressources halieutiques. Nombreux sont les stocks en exploitation commerciale qui sont partagés, transterritoriaux ou migrateurs et, par conséquent, les droits de propriété – même ceux qui s'appliquent à l'échelle des 200 milles des ZEE – ne valent qu'une partie de l'année. De droits de propriété mal définis ou inexistants sur ces ressources naît une structure d'incitation qui mène à la surexploitation par absence de contrôle de la récolte, ainsi qu'à une surcapitalisation des flottilles de pêche. C'est ainsi qu'une gestion efficace des pêches se trouve facilitée par l'institution de droits de propriété sur les ressources, qu'il s'agisse de quotas transférables individuels (QTI) ou de droits territoriaux d'utilisation. Comme dans tout régime de gestion, les mesures d'application et de vérification des niveaux des stocks sont une question primordiale pour qui veut veiller au respect des droits de propriété. Toutefois, comme ces instruments viennent limiter l'exploitation d'une pêcherie et encourager l'autoréglementation, l'application du régime peut être plus efficace que si la seule règle instituée est celle du total des prises admissibles (TPA).

#### C. DÉFAILLANCES DES POLITIQUES: LE CAS DES SUBVENTIONS

37. Il y a défaillance des politiques par des interventions des États qui déforment les marchés. Une de ces défaillances est précisément l'insuffisance de la gestion des pêches que nous avons décrite. Au lieu de bien régler les problèmes de ressources halieutiques, les pouvoirs publics ont souvent rendu la situation encore plus difficile en créant une autre lacune des politiques tenant aux subventions qui encouragent l'entrée dans le secteur des pêches et accroissent les capacités de pêche au-delà de ce que les océans peuvent soutenir à long terme comme intensité de pêche.<sup>18</sup> La théorie économique des ressources ou des biens collectifs montre bien pourquoi un accès illimité aux pêcheries tend à attirer des quantités excessives de capital et de travail, d'où une intensité de pêche qui dépasse ce que l'on appelle la production maximale équilibrée (PME). La communication de l'Islande au CCE (WT/CTE/W/111) et une récente étude spéciale de l'OMC sur le commerce et l'environnement (Nordström et Vaughan, 1999) énoncent la théorie économique, fondée sur le modèle schématisé des pêches de Gordon (1954), de la structure d'incitation qui empêche une gestion efficace des pêches. Nous résumons cette analyse à l'annexe III.

38. L'expérience d'un certain nombre de pays (Norvège, Islande, Nouvelle-Zélande, etc.) nous enseigne que l'adoption de systèmes de gestion plus axés sur la durabilité s'accompagne souvent d'une forte diminution des subventions (Myers et Kent, 1998, page 125; Rory, 1996).

39. D'un point de vue purement économique, la question de savoir si des subventions données aident ou nuisent aux efforts de gestion des pêches en toute durabilité dépend de la nature du régime de gestion en place et des éléments d'interaction des politiques (FAO, 1998c). Il est sûr que, si l'effort de pêche est illimité, les subventions qui augmentent les recettes ou diminuent les coûts ont un effet de stimulation sur cet effort et encouragent donc la surpêche. Comme le maintiennent certains membres du CCE, si des régimes de gestion de durabilité des pêches étaient en place, les subventions auraient pour seul effet une redistribution des revenus entre les pêcheurs. Toutefois, en cas de gestion insuffisante des pêches, les subventions tendront à aggraver les défaillances foncières du marché tenant à l'accès libre ou commun aux pêcheries. Ajoutons qu'un tel argument ne tient pas compte des questions d'économie politique. Si on ne limite pas l'accès aux pêcheries ni aux prises, les subventions auront pour effet de créer plus de capacité qu'on n'en a besoin pour une récolte efficiente. La surcapacité fera baisser les revenus et engendrera des pressions sur les responsables des pêches pour que ceux-ci fixent des niveaux TPA excessifs par rapport aux impératifs de durabilité.

---

<sup>18</sup> Si nous employons le terme "subventions" dans cette note, c'est sans préjudice de la définition de l'Accord SMC. Pour un examen du champ d'application de cette entente, voir, par exemple, Chaytor (1998), Downes et Van Dyke (1998), Deere (2000), Porter (1998a), Schorr (1999), Steenblik (1999) et Stone (1997).

40. En principe, on peut recourir temporairement aux subventions pour accélérer la mise en valeur d'une pêcherie nouvelle ou sous-exploitée sans qu'il en résulte quelque chose de vraiment préjudiciable.<sup>19</sup> Toutefois, à en juger par l'expérience qui a suivi l'extension des territoires littoraux de compétence, les États côtiers riches en ressources qui ont aidé financièrement leur flottille de pêche à exploiter les possibilités de pêche abandonnées par d'autres États ont très souvent mal compris la dynamique des pêches et "dépassé la cible". Ajoutons qu'on a fréquemment trouvé difficile d'abolir le régime de subventions institué pendant cette période après un plein développement des pêches (Steenblik, 1999).

41. De même, les subventions de réduction des capacités de pêche – qu'il s'agisse de paiements de "rachat" de navires, d'engins ou de permis de pêche qui sont destinés aux propriétaires – sont de nature à soutenir les efforts de gestion des pêches en toute durabilité, mais dans certaines conditions seulement. S'il n'y a pas d'autres subventions, on fait respecter les limites de prises, interdit les nouvelles entrées dans l'industrie et empêche l'accès des engins ou des bâtiments de pêche à d'autres pêcheries. On réduit ainsi les surcapacités, généralement pour le plus grand bien du secteur des pêches. Le grand inconvénient avec un régime de ce genre (et avec les conditions que nous venons d'énumérer) est que, si on en use à répétition seulement dans des pêcheries qui ont atteint le niveau critique, on peut modifier les attentes et donc le comportement des pêcheurs de manière à décourager les sorties normales du secteur des pêches (Read et Buck, 1997; OCDE, 2000b, page 57). Cela peut à son tour gêner les tentatives de gestion de capacité et d'intensité dans d'autres pêcheries. S'il y a d'autres subventions (sous-tarification des postes de mouillage, etc.), on se trouve peut-être aussi à retarder les sorties.

42. Avec d'autres subventions à la construction ou à l'achat de nouveaux navires, les régimes de désarmement ou de rachat peuvent accélérer le remplacement du capital dans le secteur des pêches (Flaaten et Wallis, 2000). Si le nouveau capital est d'un meilleur rendement technique de pêche et que seule la jauge générale de la flottille demeure inchangée, on risque d'accroître les capacités et les efforts de pêche. Enfin, si on laisse transférer à d'autres pays les navires ou les engins mis hors service, on se trouvera simplement à déplacer le problème de surcapacité – vers la pêche hauturière ou les pêcheries d'autres pays.<sup>20</sup>

43. Les programmes publics qui facilitent l'adaptation de sortie du secteur des pêches – qu'il s'agisse de programmes de recyclage ou de réemploi des travailleurs – sont bien plus susceptibles de diminuer les capacités et de ménager de meilleures transitions vers une durabilité des pêches. Dans certains cas, ce passage peut aussi exiger des mesures plus passives d'aide à l'adaptation (paiements forfaitaires aux pêcheurs en chômage, etc.) (OCDE, 2000b). Une fois ce stade atteint, les pouvoirs publics ont encore à dépenser en mesures de gestion et d'application, ainsi qu'en activités de recherche sur la nature des ressources relevant de leur compétence. On juge que de telles dépenses de l'État sont favorables à la durabilité des pêches.

44. On doit reconnaître, bien sûr, que les pays subventionnent leur industrie des pêches pour de nombreuses raisons. Un double objectif commun est de garder les gens au travail dans les

---

<sup>19</sup> La plupart des régimes de rachat sont financés par l'État. Ils peuvent toutefois l'être aussi par l'industrie et d'importantes dépenses publiques sont ainsi évitées. Il existe des régimes financés par l'industrie en Islande, et on en a autorisé l'utilisation aux États-Unis. Voir OCDE (2000b, page 58).

<sup>20</sup> Les programmes de rachat visent généralement à régler les problèmes de conservation des ressources, d'efficacité économique et d'équité sociale. Ce sont trois visées qui ne sont pas nécessairement compatibles entre elles. L'intention du décideur n'est pas nécessairement en rapport avec l'incidence des mesures prises. Gates, Holland et Gudmundsson (1997) ont étudié l'expérience et les aspects économiques des programmes de permis de restriction d'entrée et de rachat dans le monde. À leur avis, d'autres méthodes comme celle des quotas transférables individuels (QTI) peuvent mener au même but sans quelques-unes des conséquences probables à long terme des programmes de rachat.

collectivités de pêcheurs et de leur assurer un revenu minimum. En général, les programmes gouvernementaux qui visent plus directement les problèmes sociaux (soutien général du revenu qui n'est pas conditionnel à l'état de pêcheur) et qui sont "découplés" de la pêche comme activité économique (services communautaires et aide au développement économique local, etc.) seront sans doute plus efficaces à long terme (OCDE, 2000b). En revanche, si les subventions sont là pour soutenir l'emploi dans des industries rurales comme celle des pêches où il faut des compétences spécialisées, le peu de mobilité qui s'ensuit de la main-d'œuvre visée peut en soi constituer une entrave à tout changement sur le plan des politiques. On accroît ainsi la dépendance à l'égard des subventions et rend l'adaptation structurelle encore plus difficile lorsqu'on doit s'y attaquer (Steenblik, 1999).

45. Les politiques de subventions ne sont que quelques-unes des politiques de l'État qui peuvent influencer sur les capacités et les efforts de pêche. Si non seulement on subventionne les activités de pêche pour toutes les raisons que nous avons énumérées, mais impose aussi à la frontière des tarifs douaniers sur le poisson et ses produits, c'est là un autre transfert financier en faveur du secteur des pêches dans la mesure où cette intervention élève les prix sur le marché. À la suite du Cycle d'Uruguay, on a abaissé ces tarifs de 6,1 (en moyenne) à 4,5 pour cent, ce qui représente une diminution de 26 pour cent. Le tarif moyen sur les importations en provenance des pays en développement est tombé de 6,6 à environ 4,8 pour cent (baisse de 27 pour cent). On estime qu'une proportion approximative de 80 à 85 pour cent des échanges internationaux de poisson et de produits de la pêche est assujettie à des tarifs de nation la plus favorisée et que le reste relève du Système généralisé de préférences (SGP) et d'accords commerciaux régionaux ou bilatéraux (Filhol, 1995; GATT, 1994).<sup>21</sup>

46. Il faudra pousser l'analyse de la nature et de l'importance des subventions aux pêches et de leurs conséquences sur le commerce et une gestion de durabilité des pêches. La section III décrit les travaux consacrés à ces questions dans plusieurs tribunes internationales. L'APEC et l'OCDE ont récemment mené à bien des études, mais des travaux se poursuivent sur ces subventions. Ainsi, le Comité des pêches de l'OCDE étudiera les effets de l'évolution des restrictions sur l'investissement, l'accès aux services, les subventions et d'autres facteurs qui influent sur le commerce dans le secteur des pêches. On dressera un état des catégories de subventions avec leur incidence probable sur le commerce et la durabilité des ressources pour le Comité des pêches de la FAO. Ce travail sera utile au CCE dans ses discussions et apportera une contribution importante.

47. À en juger par les recherches effectuées à ce jour, on est toutefois porté à croire que l'élimination des subventions préjudiciables à l'environnement serait un nécessaire pas en avant si on entend écarter une entrave économique à une gestion des pêches en toute durabilité. La réforme des régimes de subventions aiderait aux progrès dans le cheminement vers une exploitation durable des ressources halieutiques, bien que ne pouvant être à elle seule garante de la durabilité des pêches.

### **III. ÉTAT DES ANALYSES ET DES DISCUSSIONS INTERNATIONALES**

#### **A. TRAVAUX DES ORGANISMES INTERNATIONAUX**

48. On convient de plus en plus que l'épuisement des stocks de poisson est principalement imputable aux insuffisances de la gestion des ressources halieutiques, et notamment à la surcapacité des flottilles de pêche à l'échelle mondiale: il y a trop de capacité de pêche pour les ressources disponibles. On s'est doté d'un vaste appareil institutionnel au triple niveau national, régional et international pour apaiser les inquiétudes grandissantes au sujet de la durabilité des pêches. Le

---

<sup>21</sup> Le poisson et ses produits sont visés par le chapitre 3, 0509, 1504, 1604, 1605 et 2301 de la nomenclature du Système harmonisé (SH).

principe adopté est que, si des efforts sont essentiels sur le plan national, une gestion de durabilité des pêches serait difficile sans une coordination ni une coopération internationales et régionales.

49. Dans ce contexte, on s'efforce actuellement d'analyser les diverses catégories d'aide de l'État au secteur des pêches et de constater quelles subventions à l'industrie sont préjudiciables à la durabilité des ressources et ont un effet de distorsion sur le commerce. Les estimations de l'ampleur de cette aide varient amplement. Selon la diversité des méthodes et des champs d'observation retenus, on peut généralement estimer à une fourchette de 6,3-21,5 milliards de dollars EU les recettes annuelles tirées des activités commerciales de pêche (proportion approximative de 15 à 25 pour cent).<sup>22</sup> Malgré ces études, on ne sait encore au juste où tracer la ligne de démarcation entre les catégories de subventions respectivement défavorables et favorables à l'environnement, compte tenu surtout des conséquences non voulues des transferts de l'État au secteur des pêches. La question est principalement d'ordre empirique.

50. Dans cette section, nous passerons en revue les travaux de l'APEC, de la FAO, de l'OCDE, du PNUE et de la Banque mondiale. Les discussions qui ont eu lieu au CCE ont profité des communications et autres rapports sur les travaux de plusieurs de ces organismes.

## 1. APEC<sup>23</sup>

51. En l'an 2000, l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) a entrepris une étude de la *nature et de l'importance des subventions au secteur des pêches des pays membres*. Comme toile de fond de cette étude, il y a l'Initiative de libéralisation volontaire et rapide par secteur de l'APEC pour le poisson et ses produits. Cette proposition exigeait entre autres des pays membres qu'ils éliminent les subventions qui allaient à l'encontre de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC). On a subséquentement proposé d'effectuer une étude qui aiderait les membres à reconnaître les subventions en question. Le travail en est aujourd'hui aux derniers stades de sa publication (APEC, 2000).

52. Il y a cinq critères qui ont officiellement été arrêtés pour cette étude: i) inventaire complet des catégories générales de subventions au secteur des pêches dans le monde, y compris des subventions multisectorielles qui vont aussi à ce secteur; ii) énumération et caractérisation des subventions au secteur des pêches des pays membres; iii) liste des objectifs de politique publique à la base de l'octroi de subventions; iv) évaluation des subventions à la lumière de l'Accord SMC, qui distingue les subventions "prohibées", "pouvant donner lieu à une action" et "ne pouvant donner lieu à une action"; v) trois études de cas sur les effets des subventions.

53. Dans cet inventaire des programmes d'octroi de subventions et d'aide au secteur des pêches de l'APEC, on trouve 162 mentions pour les 19 pays membres de cet organisme sur lesquels des renseignements ont été recueillis. L'étude distingue six catégories ou "modalités" de transferts financiers:

1. programmes d'aide directe aux pêcheurs et aux travailleurs des pêches;
2. programmes de prêts;
3. programmes d'allégements fiscaux et d'assurances;
4. programmes de capitalisation et de financement d'infrastructures;
5. programmes de soutien de commercialisation et de prix;

---

<sup>22</sup> Par comparaison, l'OCDE (2000b) estime que les transferts de l'État au secteur agricole en 1997 – à l'exclusion des régimes de soutien des prix du marché – représentent 22 pour cent de la "valeur à la ferme" (la notion de "valeur à la ferme" équivaut à celle de "valeur des prises").

<sup>23</sup> Le Secrétariat de l'APEC nous a fourni ce sommaire de ses récents travaux de recherche.



6. programmes de gestion et de conservation des pêches.

54. Le tableau général des transferts ainsi brossé indique que les plus favorisés des pays membres de l'APEC sont ceux qui recourent aux "modalités" de gestion-conservation et de capitalisation-financement d'infrastructures appliquées à la pêche proprement dite. Suivent en importance ceux qui appliquent ces mêmes modalités à l'aquaculture. Il n'y a que très peu de subventions d'aide directe qui restent. Très peu de subventions vont aux activités de transformation du poisson, quelles que soient les modalités.

55. Le profil général de concentration des subventions dans le secteur des pêches des pays membres de l'APEC demeure relativement le même, qu'il s'agisse du nombre de programmes dans chaque catégorie ou du nombre de pays membres ayant des programmes dans les diverses catégories. On peut penser qu'il existe une harmonie considérable des politiques et des programmes destinés aux secteurs des pêches à l'échelle de l'APEC. On relève cependant des signes d'une grande évolution structurelle en cours pour ce qui est du "dosage" de modalités. Les programmes plus récents paraissent privilégier les mesures de gestion et de conservation et les plus anciens misent plus sur les mesures de capitalisation et de financement d'infrastructures.

56. On estime à environ 12,9 milliards de dollars EU la valeur totale de tous les programmes et les subventions de l'APEC, ce qui s'accorde avec des estimations antérieures des subventions versées dans le monde au secteur des pêches compte tenu de l'inflation et de la nature très approximative des données. Il reste que, au sein de l'APEC, la valeur totale des subventions favorables aux stocks halieutiques s'établirait, selon les meilleures estimations, à 4,2 milliards de dollars EU et celle des subventions défavorables à 8,3 milliards. Il y aurait en définitive prépondérance des subventions préjudiciables à la durabilité des ressources halieutiques.

57. Très peu de programmes et de subventions semblent incompatibles avec l'Accord SMC. Il n'y a que dix subventions sur 162 que l'on juge "pouvoir donner lieu à une action" pour un degré moyen ou élevé de "contestabilité". Sur ces mêmes 162, 29 sont considérées comme ne pouvant probablement pas donner lieu à une action. Sur les 133 restantes que l'on pourrait concevoir comme pouvant donner lieu à une action, 123 présentent un degré très bas ou bas de contestabilité. Il n'y aurait donc que dix programmes peut-être en opposabilité et en contestabilité moyenne ou grande. Le risque de contestabilité est un important facteur déterminant. Maints autres programmes ou subventions pourraient en principe donner lieu à une action, mais il s'agit de mesures à petite échelle, d'interventions excusables parce que visant au développement régional, ou encore de mesures quelconques d'adaptation environnementale, lesquelles sont exemptées.

58. L'estimation en dollars que livre l'étude de l'APEC semble indiquer que les dix programmes jugés les moins "compatibles" avec l'Accord SMC sont d'une valeur totale approximative de 370 millions de dollars EU. Voilà qui est une proportion étonnamment faible de la valeur globale de 12,9 milliards dégagée pour toute la liste de l'APEC.

59. Les études de cas indiquent que les effets des subventions sur le commerce ne sont pas toujours évidents, et ce, à cause de la courbe d'offre à pente rétrograde qui caractérise le secteur des pêches au-delà du point de production maximale équilibrée (PME). Il est possible que les subventions de valorisation des stocks ou de rachat de navires à des fins de désintensification de la pêche et de durabilisation des pêcheries ne puissent précisément garantir l'effet positif recherché. Il reste que les subventions de relèvement d'effort de pêche peuvent se révéler compatibles avec les impératifs de durabilité à condition que le point PME n'ait pas été atteint dans une pêcherie.

60. Sur les dix programmes caractérisés comme le moins compatibles avec l'Accord SMC, il y en a au moins six qui tombent dans seulement deux cases (sur 18) de la matrice modalités-applications. On en trouve trois pour la modalité de la *capitalisation et du financement d'infrastructures* appliquée

à la pêche et trois pour la modalité du *soutien de la commercialisation et des prix* appliquée à la transformation du poisson. Ces deux catégories semblent donc le moins compatibles avec l'Accord.

61. En revanche, les modalités d'*aide directe aux pêcheurs* et de *gestion-conservation* ne renferment aucun programme de pays membres de l'APEC (quel qu'en soit le secteur d'application) qui serait peu compatible avec l'Accord. Voilà pourquoi on juge que ces catégories sont le plus compatibles avec ce dernier. Le résultat a de quoi étonner dans le cas de l'aide directe aux pêcheurs. Cela s'explique par le caractère modeste des programmes de l'APEC dans cette catégorie et par leur effet pratique apparent comme moyen d'adaptation à un nouvel environnement.

## 2. FAO<sup>24</sup>

62. Le chapitre spécial *Pêches maritimes et droit de la mer: 10 ans de mutation* du rapport *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* de 1992 de la FAO a le mérite à bien des égards de nettement dégager les questions d'interaction des stocks halieutiques et de l'environnement qui ont orienté le débat dans la dernière décennie. Il se voulait une réaction à la nette aggravation de la dégradation des milieux marins, phénomène principalement imputable à une recrudescence de la surpêche et de la pollution des littoraux. La FAO a fait observer que cette tendance était tout à fait alarmante, puisque le poisson est une de nos grandes sources de protéines animales et tient une place de choix dans l'alimentation des populations en croissance du monde en développement. Dans son bilan, l'organisme estime respectivement les charges d'exploitation et d'immobilisation et les recettes halieutiques dans le monde à 124 et à 70 milliards de dollars EU d'après des données relatives à la seconde moitié de la décennie 80. Il en déduit que la différence, soit 54 milliards, représente la valeur des subventions aux pêches. Quelque incertaine que puisse être cette première estimation de la FAO, elle a suscité un vif débat sur l'ampleur des conséquences écologiques possibles du phénomène de l'octroi de subventions au secteur des pêches.

63. La FAO s'intéresse plus particulièrement aux pêches depuis 1965. Les travaux récents ont mené à la conclusion de plusieurs ententes multilatérales sur les pêches comme le Code de conduite de la FAO de 1995 pour une pêche responsable (WT/CTE/W/15), qui énonce des principes d'application volontaire pour les pratiques adoptées dans la pêche et l'aquaculture. La FAO soutient l'application de ce code par l'élaboration et la diffusion de directives techniques.<sup>25</sup> Le Code comprend l'Accord visant à favoriser le respect par les navires de pêche en haute mer des mesures internationales de conservation et de gestion. L'article 7 du Code s'énonce ainsi:

"Les États devraient prendre des mesures pour empêcher ou éliminer la surcapacité de pêche et veiller à ce que le niveau de l'effort de pêche soit compatible avec l'exploitation durable des ressources halieutiques, afin d'assurer l'efficacité des mesures de conservation et de gestion." (article 7.1.8)

"Ces mesures devraient, entre autres, permettre que: a) la constitution d'une capacité de pêche excédentaire soit évitée et que l'exploitation des stocks reste économiquement viable; b) les conditions économiques dans lesquelles opèrent les entreprises de pêche favorisent une pêche responsable." (article 7.2.2)

<sup>24</sup> La FAO renseigne régulièrement le CCE sur ses travaux; voir WT/CTE/W/135; W/126; WT/CTE/M/21, pages 15-16; M/22, page 7; M/23, page 9; M/24, page 31.

<sup>25</sup> Ces directives techniques portent sur les activités de pêche, les précautions à prendre dans la pêche et l'introduction d'espèces, l'intégration des pêches à la gestion des zones littorales, la gestion halieutique, le développement de l'aquaculture, les pêches en eau douce, l'exploitation du poisson en toute responsabilité et les indicateurs de développement durable des pêches en eau salée. Voir [www.fao.org/fi/agreem/codecond/codecon.asp#AGREEM](http://www.fao.org/fi/agreem/codecond/codecon.asp#AGREEM).

64. La FAO travaille à l'application du Plan d'action international pour la gestion de la capacité de pêche, qui a été adopté par son Conseil en 1999.<sup>26</sup> Dans les travaux qu'elle effectue actuellement dans ce domaine, elle cherche notamment à procurer aux Membres les outils dont ils ont besoin pour gérer leur capacité de pêche. Les travaux d'élaboration de directives techniques de gestion des capacités font des progrès. On prévoit d'en diffuser les résultats en l'an 2000. On constatera les facteurs qui contribuent à l'excès de capacité et à l'absence de durabilité dans les pêches.

65. La FAO a entrepris, à la demande de son Sous-Comité du commerce du poisson et des responsables du Plan d'action international, de réunir et de diffuser des données sur les subventions aux pêches dans le monde comme base d'une analyse visant à en déterminer le rôle dans le commerce du poisson et de ses produits et la durabilité des ressources halieutiques. L'organisme tiendra une consultation d'experts sur les incitations économiques et la pêche responsable (Rome, 28 novembre-1<sup>er</sup> décembre 2000) afin de dresser un bilan des connaissances acquises au sujet de ces subventions et de leur éventuelle incidence sur le commerce et la durabilité des ressources. Les résultats de l'exercice seront communiqués à la vingt-quatrième session du Comité des pêches de la FAO en février 2001 (FAO, 2000b). Ces travaux seront utiles au CCE dans ses discussions et apporteront une importante contribution.

66. Les activités illicites, non déclarées ou non réglementées de pêche sont aussi un sujet de discussion à la FAO. Ce sont des activités que l'on peut principalement rattacher aux gros bâtiments de pêche de haute mer qui battent souvent "pavillon de complaisance", c'est-à-dire utilisent les couleurs d'un autre pays. Il est difficile pour des raisons évidentes de se renseigner avec certitude sur l'ampleur de ces activités, mais le commerce d'espèces comme le thon rouge dans l'Atlantique et le Pacifique, la légine australe dans l'Antarctique et la morue dans l'Atlantique tendrait à prouver qu'il s'agit là d'une pratique répandue (FAO, 2000b). La montée de ces activités, plus particulièrement dans les territoires de compétence des États côtiers en développement, nuit à la conservation et à la gestion de bien des stocks de poisson.<sup>27</sup> Il a récemment été question de la pêche illicite ou non contrôlée à l'occasion de consultations techniques de la FAO du 2 au 6 octobre 2000. Il faudra pousser ces consultations avant la prochaine session du Comité des pêches en 2001.

67. L'étude de la FAO *Étiquetage écologique et pêches durables* (Deere, 1999) fait le point sur le cadre international en place et la raison d'être de l'éco-étiquetage. Elle précise les sujets d'inquiétude et les possibilités liés à de tels programmes, plus particulièrement dans le cas des pays en développement. Elle milite en faveur d'un engagement plus ferme de tous les intervenants en matière d'éco-étiquetage, entre autres par la négociation de directives techniques internationales.

68. Parmi les autres travaux de même nature à la FAO, on compte une évaluation des critères de la CITES dans leur application possible aux espèces aquatiques désignées en exploitation commerciale. En juin 2000, la FAO tenait des consultations techniques sur l'applicabilité de ces critères aux espèces en question. Les résultats en seront présentés au Comité des pêches en 2001 (FAO, 2000c). Il y a aussi une évaluation des questions de biotechnologie et de sécurité biologique des fruits de mer d'origine aquacole, et notamment de l'utilisation en aquaculture d'agents pharmaceutiques et autres produits chimiques, des mesures de mise en quarantaine et de certification sanitaire des animaux aquatiques vivants qui traversent les frontières nationales et du dépistage des

---

<sup>26</sup> Voir WT/CTE/W/126 et [www.fao.org/fi/ipa/ipae.asp](http://www.fao.org/fi/ipa/ipae.asp).

<sup>27</sup> Voir FAO (2000d), R. Tokrisna, *WTO-Consistent Trade-Related Measures to Address IUU Fishing: Developing Country Issues*, et T. Aqorau, *IUU Fishing: Considerations for Developing Countries*.

pathogènes humains chez les animaux aquatiques et dans les produits d'origine animale (poisson et produits du poisson génétiquement modifiés).<sup>28</sup>

### 3. OCDE<sup>29</sup>

69. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) étudie les questions de subventions aux pêches depuis le début des années 60 (Steenblik et Munro, 1999). C'est ainsi qu'en 1965, ayant reçu du Conseil de l'OCDE le mandat de faire périodiquement le point sur l'évolution des subventions et autres éléments d'aide financière aux secteurs des pêches des pays membres, le Comité des pêcheries nouvellement formé a publié son premier bilan de l'aide financière à l'industrie des pêches (OCDE, 1965). Le document a été entériné par le Conseil. Il recommandait entre autres de juger moins acceptables les subventions directement versées aux pêcheurs en fonction des quantités de prises, des recettes brutes ou du temps passé en mer. Il concluait qu'il ne fallait pas en accorder. Selon ce rapport, les primes au désarmement et les subventions à la construction navale et aux autres investissements en construction de navires de pêche ne sont acceptables que si le régime est appliqué pendant au plus cinq ans et/ou que la somme ainsi versée ne dépasse pas le quart du coût de construction (OCDE, 1965).

70. Ainsi, depuis sa création, le Comité des pêcheries de l'OCDE a pour mandat d'examiner périodiquement l'évolution de la situation des subventions et autres éléments d'aide financière aux pêches dans les pays membres. Il a continué à observer les programmes d'aide pendant les quelques années qui ont suivi dans le cadre de son Examen des pêcheries de 1967 et 1968. Il a élargi son champ d'observation dans une seconde étude consacrée à ces programmes en 1971. Le troisième et dernier rapport a paru en 1980.

71. Au début des années 90, le Comité des pêcheries de l'OCDE a décidé une fois de plus de mesurer et de caractériser l'aide financière au secteur des pêches et d'établir un mode de mesure de l'incidence de ce soutien sur le commerce. Le groupe d'experts chargé à titre spécial en 1990 d'étudier ce dossier avait pour mandat d'éclaircir les concepts, de jauger les possibilités d'établir une méthodologie et d'évaluer l'utilité de cette dernière aux fins de toutes les mesures quantitatives appropriées d'aide économique au secteur des pêches (OCDE, 1990).

72. En 1993, ce groupe reconnaissait la difficulté de chiffrer certains types d'aide (et notamment l'aide qui tenait à des restrictions commerciales). Le Comité des pêcheries a donc décidé de pousser sa démarche et de voir à approfondir sa compréhension des aspects économiques de la gestion des ressources halieutiques (OCDE, 1993).

73. Les résultats d'une récente étude de l'OCDE *Pour des pêcheries responsables: Implications économiques et politiques* (OCDE, 2000b), qui émane du Comité des pêcheries, montrent, à partir d'un choix d'études de cas, que les transferts financiers des gouvernements aux secteurs de la pêche en eau salée dans les pays membres représentent une importante intervention dans le domaine des politiques. L'étude examine en particulier comment ces transferts influent sur la durabilité des ressources halieutiques.

74. L'étude estime à 6,3 milliards de dollars EU la valeur des transferts publics aux industries des pêches en 1997 au sein de l'OCDE. Elle définit le transfert comme la valeur monétaire des

---

<sup>28</sup> L'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires voit dans l'Office international des épizooties un organisme compétent dans l'établissement de normes pour le poisson et ses produits. Voir FAO (1998a).

<sup>29</sup> L'OCDE renseigne régulièrement le CCE sur ses travaux dans le domaine des pêches; voir WT/CTE/M/23.

interventions de l'État par les politiques des pêches, qu'il s'agisse des autorités centrales, régionales ou locales. L'étude a fait un grand pas en avant dans la définition de l'aide publique à ce secteur, mais il convient de noter que, dans les calculs, on ne tient compte ni du soutien des prix sur le marché<sup>30</sup>, ni d'un grand nombre de traitements de faveur en matière fiscale, ni de l'aide apportée par les autorités régionales ou locales (OCDE, 2000a). Il reste que la question du soutien des valeurs marchandes fera l'objet d'un examen dans une étude que consacrera prochainement le Comité des pêcheries à la libéralisation des marchés. L'OCDE a fourni un sommaire de cette étude comme apport à la rédaction de la présente note (voir l'annexe IV).

75. S'appuyant sur diverses études de cas qui décrivent les expériences des pays membres<sup>31</sup>, l'étude fait remarquer que la nature des transferts financiers de l'État a évolué dans les pays membres depuis les années 70 et 80. Ainsi, les ressources vont plus à la réduction qu'au développement des pêches. L'étude établit les catégories suivantes de transferts selon leur mode d'application:

- transferts sous forme de *paiements directs* des budgets des États (financement fiscal) aux pêcheurs;
- *transferts de réduction des coûts*, et notamment des coûts du capital fixe et des facteurs de production variables;
- *services généraux*.

76. La figure 5 donne des exemples de ces catégories générales. Dans les deux premières, les transferts sont conditionnels au degré d'activité d'un pêcheur. La dernière catégorie, celle des services généraux, comprend des transferts qui ne sont pas fonction du degré d'activité, mais qui réduisent les charges supportées par l'ensemble des pêcheurs. Ce sont donc là des transferts implicites.

77. Le tableau 2 présente des estimations de l'OCDE (2000b) des transferts financiers de l'État à la pêche hauturière en 1997 dans les pays membres.

78. Dans le cadre de son programme de travail pour 2000-2002, le Comité des pêcheries de l'OCDE prévoit d'analyser les questions de coûts de gestion halieutique (Wallis et Flaaten, 2000), la libéralisation des échanges et des investissements dans le domaine des pêches, les indicateurs de développement durable et les causes et les effets de l'évolution des capacités de pêche. Dans le cadre de ses travaux sur la libéralisation des marchés, le Comité étudiera les flux commerciaux de poisson dans le monde et ses régions avec les enjeux et les problèmes qui y sont liés. Il prévoit notamment d'analyser l'incidence probable des réductions actuelles de tarifs et des changements de barrières non tarifaires sur le commerce et la production halieutiques. Il examinera enfin les effets de l'évolution des restrictions sur les investissements, l'accès aux services, les subventions au secteur des pêches et d'autres facteurs d'intérêt (OCDE, 2000a).

---

<sup>30</sup> Les éléments de soutien des prix du marché sont des transferts qui agissent sur les prix à la production et à la consommation et font que le prix national d'un produit est supérieur à son prix international.

<sup>31</sup> L'Australie, le Canada, la Communauté européenne, l'Islande, le Japon, la Nouvelle-Zélande, la Norvège et les États-Unis ont aussi présenté des études de cas. On peut en voir les sommaires dans OCDE (2000b), pages 16-32. Chaque pays a déterminé les données à communiquer aux fins de cette étude.

**Figure 5: Exemples de catégories de transferts à la pêche en eau salée dans les pays membres de l'OCDE**

***Paielements directs***

Majorations de prix consenties par les gouvernements, subventions aux petites pêches, aide directe aux participants dans certaines pêcheries, subventions à l'acquisition de nouveaux navires, à la modernisation, à l'achat de navires d'occasion et à l'établissement de coentreprises temporaires dans d'autres pays, paiements aux coentreprises permanentes à l'étranger, subventions au retrait provisoire de bâtiments de pêche, subventions temporaires aux pêcheurs et aux armateurs, paiements de désarmement de navires, rachat de licences et de permis, de quotas et d'antécédents de prises, indemnisation pour saison annulée ou écourtée, compensation des dommages causés par les prédateurs aux stocks de poissons, paiements d'urgence en cas de catastrophe, soutien de revenu, assurance chômage, subventions de retraite du domaine des pêches, paiements de garantie de revenu et de soutien aux vacances.

***Transferts de réduction des coûts***

Prêts subventionnés à la construction et à la modernisation des navires, garanties de prêts, prêts à faible intérêt aux jeunes pêcheurs et à des pêcheries déterminées, subventions d'intérêts à l'achat d'appareillage de bâtiment de pêche, remises d'intérêts, subventions d'intérêts à l'achat de navires d'occasion, soutien de frais de souscription d'assurances, assurances à faible coût, paiements de réduction de frais de comptabilité, contributions de contrepartie aux investissements du secteur privé, subventions de transport, exonération de taxe sur les carburants, déductions d'impôt sur le revenu des pêcheurs, exonérations fiscales destinées aux navires de haute mer, aide aux assurances d'équipage, aide à la mise en valeur de pêches hauturières, aide à l'efficacité économique, paiements publics d'accès aux eaux d'autres pays, tarification réduite des organismes publics, aide à la construction d'installations portuaires destinées aux pêcheurs commerciaux, prestation de services d'appâts.

***Services généraux***

Dépenses de gestion, d'application de réglementation et de recherche, financement de la diffusion de l'information et de la promotion et du développement des pêches, dépenses de collecte et d'analyse de données, dépenses en travaux exploratoires et en valorisation des pêches, aide relative aux écueils artificiels, dépenses de recherche sur les pêches hauturières et de protection des espaces marins, aide au renouvellement des stocks de poisson, paiements d'aide à la gestion communautaire, paiements destinés aux associations de producteurs, subventions de développement régional, aide à la construction d'installations portuaires à l'intention des pêcheurs commerciaux, subventions aux autorités locales pour le recyclage des pêcheurs, aide à l'amélioration du milieu dans les collectivités de pêcheurs, dépenses de recherche-développement en technologie halieutique, dépenses de promotion de la coopération internationale dans le domaine des pêches, aide à l'amélioration de la gestion de coopératives de villages de pêcheurs, interventions sur le marché.

**Notes:** On ne tient pas compte ici du soutien des prix sur le marché. Les descriptions des transferts viennent de diverses sources. Elles sont présentées à des fins d'illustration. L'encadré ne présente pas une liste complète des transferts. Certains énoncés se rapportent à plusieurs catégories. Des programmes peuvent en effet avoir le même descripteur, mais les données disponibles indiquent que les applications varient.

L'encadré n'évalue pas si les divers programmes de transferts ont des conséquences favorables ou défavorables sur la durabilité des ressources halieutiques. On doit donc user de prudence dans l'interprétation de ces renseignements sommaires. Il faut consulter les études de cas des pays en annexe pour se renseigner sur ces conséquences.

Source: OCDE (2000b).

**Tableau 2: Estimations des transferts financiers de l'État à la pêche en eau salée au sein de l'OCDE: 1997<sup>1</sup> (millions de dollars EU)**

	Paielements directs A)	Transferts de réduction des coûts B)	Services généraux C)	Transferts totaux D)	Valeur totale des prises (TL)	(A+B)/ TL	D/TL
Australie <sup>2</sup>	5	7	11	24	259	5%	9%
Canada	252	18	135	405	1 621	17%	25%
Union européenne <sup>4</sup>	366	358	710	1 434	9 324	8%	15%
Belgique	-	3	2	5	99	3%	5%
Danemark	20	-	62	82	521	4%	16%
Finlande	3	2	21	26	29	18%	90%
France	22	14	104	139	756 <sup>4</sup>	5%	18%
Allemagne	8	3	52	63	194	5%	32%
Grèce	12	-	38	50	387	3%	13%
Irlande	5	3	96	104	220	3%	47%
Italie	24	5	64	92	1 749	2%	5%
Pays-Bas	4	-	32	36	466	1%	8%
Portugal	32	0	34	66	319 <sup>4</sup>	10%	21%
Espagne	205	81	59	345	3 443 <sup>4</sup>	8%	10%
Suède	9	-	45	54	129	7%	42%
Royaume-Uni	23	4	101	128	1 012	3%	13%
Islande	-	18	18	36	877	2%	4%
Japon	25	22	2 899	2 946	14 117	0%	21%
Corée	30	59	253	342	4 929	2%	7%
Mexique	-	-	17	17	1 017	-%	1%
Nouvelle- Zélande	-	-	17	17	475 <sup>5</sup>	-%	4%
Norvège	3	62	98	163	1 343	5%	12%
Pologne	-	-	8	8	215	-%	4%
Turquie	-	1	27	29	212	1%	13%
États-Unis	21	194	662	877	3 644	6%	24%
<b>Total de l'OCDE</b>	<b>702</b>	<b>740</b>	<b>4 856</b>	<b>6 298</b>	<b>38 032</b>	<b>4%</b>	<b>17%</b>

**Notes:** "-": zéro; **0**: valeur de moins de 0,5 de l'unité de mesure; **1**: le tableau ne présente aucune évaluation du caractère favorable ou défavorable à la durabilité des ressources halieutiques des divers programmes de transferts. Ainsi, on doit user de prudence dans l'interprétation de ces renseignements sommaires et consulter les études de cas des pays dans OCDE (2000b); **2**: pêches du Commonwealth seulement; **3**: les valeurs relatives à l'Union européenne sont la somme des valeurs de tous les États membres; on relève comme exception les transferts de réduction des coûts, les paiements d'accès aux eaux de tiers pays n'étant pas répartis entre les États membres; dans ce cas, il y a addition jusqu'à la valeur totale pour l'UE; **4**: on ne tient pas compte ici des prises nationales dans des ports étrangers; **5**: chiffres de 1996. (chiffres arrondis)

Source: OCDE (2000b).

#### 4. PNUE

79. Le PNUE a coparrainé avec le WWF/FMN un atelier tenu en juin 1997 sur le rôle des politiques du commerce dans le secteur des pêches, où on a discuté des liens entre les subventions aux pêches, les distorsions des échanges et les problèmes de durabilité des ressources halieutiques (PNUE-WWF/FMN, 1997). L'étude produite pour le PNUE (Porter, 1998a) contribue à l'élaboration du cadre d'analyse des subventions aux pêches. Elle fait appel à une réforme des régimes de subventions à la pêche pour conclure que la négociation de règles multilatérales de contrôle de ces subventions viendrait faciliter l'adaptation à une gestion de durabilité. Voici les possibilités proposées: accord sur les subventions aux pêches dans le cadre de l'OMC; protocole sur ces subventions dans le cadre d'un accord environnemental multilatéral; accord indépendant sur les

subventions halieutiques ou les surcapacités de pêche. On actualisera ce premier travail dans une prochaine étude du PNUE (Porter, 2000). Le PNUE entreprend aussi des évaluations intégrées de la libéralisation des échanges dans les secteurs des pêches de certains pays comme l'Argentine, le Sénégal et l'Ouganda.

## 5. Banque mondiale

80. Un document de la Banque mondiale (Milazzo, 1998) classifie les subventions aux pêches. Il parle ainsi de subventions budgétisées, non budgétisées et transsectorielles. En se fondant sur six études de cas (Japon, UE, Norvège, États-Unis, Russie et Chine), l'auteur estime que les subventions aux pêches dans le monde se situent dans une fourchette annuelle 14-20,5 milliards de dollars EU, ce qui représente 17 à 25 pour cent des recettes de l'industrie. Dans ce montant entrent pour 3,5 à 5 milliards de subventions budgétisées, 6 à 8 milliards de subventions directes, 1,5 milliard de subventions indirectes à la construction navale et à l'infrastructure et 3 à 7 milliards de subventions d'accès aux pêcheries. Sont exclues les subventions de réduction de capacité et d'intensité de pêche.

81. La Banque mondiale et la FAO créent conjointement un *forum des pêches durables* en vue d'une aide directe accrue aux pays en développement dans la promotion de la durabilité des pêches en général et pour la mise en œuvre du Plan d'action international pour la gestion de la capacité de pêche (FAO, 1999c).

### B. TRAVAUX DANS LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

82. Les travaux de plusieurs ONG ont contribué à l'analyse des subventions aux pêches. Le Fonds mondial pour la nature (WWF/FMN) dirige une campagne internationale de réduction des subventions halieutiques qui contribuent à la surpêche. Il s'agit de la "Campagne pour les mers en danger", où on prévoit notamment des mesures destinées i) à rendre plus transparents les régimes nationaux de subventions, ii) à promouvoir l'adoption de nouvelles règles internationales d'observation et de contrôle des subventions halieutiques et iii) à obtenir des réductions immédiates des subventions les plus préjudiciables, notamment par l'application du Plan d'action international de la FAO (WWF/FMN, 1997 et 1999; Schorr, 1998).<sup>32</sup>

83. Le programme du Centre international pour le commerce et le développement durable (CICDD) qui porte sur les pêches, le commerce et le développement durable s'intéresse aux questions liées des pêches et du développement durable dans le contexte de l'élaboration des politiques internationales du commerce. Le CICDD s'emploie à améliorer la cohérence des politiques en complément et en appui à la participation des intervenants aux travaux de l'OMC, de l'OCDE, de la FAO et d'autres tribunes. Il a publié avec l'UICN *Fish For Thought* (CICDD-UICN, 1999) et *Fish Scales* (Dommen, 2000). Dans ses travaux de 2000-2002, il projette des dialogues d'intervenants sur les politiques des pêches.

### C. TRAVAUX AU GATT/À L'OMC

#### 1. Cycle d'Uruguay

84. Se réunissant au niveau ministériel en 1982, les PARTIES CONTRACTANTES DU GATT se sont entendues pour étudier les problèmes commerciaux dans trois catégories de produits – celles des minéraux et des métaux non ferreux, des produits forestiers et du poisson et des produits de la pêche –, ainsi qu'à recommander des solutions. Une documentation détaillée de fond a été établie et,

---

<sup>32</sup> Avec Unilever, un des premiers transformateurs de poisson au monde, le WWF/FMN a constitué un conseil de gestion marine ("Marine Stewardship Council") en vue de la promotion d'encouragements de marché à la durabilité des pêches (éco-étiquetage, etc.). Voir [www.msc.org](http://www.msc.org).



en mars 1984, on chargeait un groupe de travail d'examiner les problèmes dans ces secteurs et les solutions possibles. Le groupe de travail est parvenu à la conclusion que, en éliminant les obstacles, on favoriserait la libéralisation des échanges, l'adaptation de la production aux conditions du marché et la stabilité des prix et on contribuerait à raffermir les bases du futur développement des industries qui tirent des produits des ressources naturelles (GATT, 1985a). Il a jugé que le meilleur moyen de parvenir à l'objectif était de lancer un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales. Dans un rapport de 1985 (GATT, 1985b), il décrit les mesures liées au commerce du poisson et de ses produits, dont beaucoup doivent être étudiées plus avant. Ses recommandations ont mené à la création d'un Groupe de négociation sur les produits provenant des ressources naturelles (GN3) au Cycle d'Uruguay, où il a été question des pêches.

## **2. Comité du commerce et de l'environnement**

85. On a amplement discuté du secteur des pêches à l'article 6 du programme de travail du CCE, où on examine les effets environnementaux de l'élimination des restrictions et des distorsions des échanges. À la suite du rapport de 1996 du CCE à la Conférence ministérielle de Singapour (WT/CTE/1), on a entrepris d'élargir et d'approfondir l'analyse sectorielle dans plusieurs secteurs "au titre du point 6".<sup>33</sup> Les discussions au CCE ont mis en évidence le secteur des pêches comme illustrant les avantages tant pour le commerce que pour l'environnement d'une suppression des restrictions et des distorsions des échanges.

86. Dans ce contexte, on a reconnu que c'est surtout la gestion des pêches par rapport au commerce halieutique qui joue comme facteur déterminant dans une exploitation durable des ressources. Comme on doit régler les problèmes des pêches dans le monde par une amélioration de la gestion halieutique, l'OMC, dont le domaine de compétence est le commerce, est susceptible d'apporter une contribution en abordant les grandes questions de distorsion du commerce (subventions) dans le secteur des pêches.

87. On a noté que certaines subventions peuvent être favorables à une gestion des pêches en toute durabilité et qu'il ne faut donc pas proscrire d'emblée les subventions sous toutes leurs formes. Comme facteur déterminant d'une exploitation durable des ressources, il y d'abord et avant tout la gestion des pêches. Il est nécessaire à cet égard d'aborder globalement le sujet des pêches sans oublier ses aspects socio-économiques. La CE a évoqué l'intérêt d'étudier si l'absence de subventions d'adaptation des activités de pêche risquait de mener à une surexploitation des ressources halieutiques (WT/CTE/W/99). On a aussi mentionné le rôle en conservation des ressources des mesures non tarifaires de transit et d'accès des ports.

88. Les communications de la Nouvelle-Zélande, des États-Unis, de l'Islande et de l'Australie ont fait état des hautes garanties de succès qu'offre l'élimination des subventions halieutiques au commerce, à l'environnement et au développement. Dans ces communications, on part du principe qu'une grande cause de la diminution des stocks de poisson est la surpêche par surcapacité de production et surcapacité des flottilles de pêche<sup>34</sup>, comme nous l'avons décrit à la section II de cette note. Les communications de l'Islande (WT/CTE/W/103), de la Nouvelle-Zélande (WT/CTE/W/134)

---

<sup>33</sup> En deuxième partie du point 6 du programme de travail, les Membres ont parlé d'agriculture, d'énergie, de pêche, d'exploitation forestière, de métaux non ferreux, de textiles et de vêtements, de maroquinerie et de biens et services écologiques.

<sup>34</sup> Voir les communications de l'Australie (WT/CTE/W/36 et W/105), de l'Islande (WT/CTE/W/111 et W/103), de la Nouvelle-Zélande (WT/CTE/W/121 et W/51) et des États-Unis (WT/CTE/W/154 et W/52).

et des États-Unis<sup>35</sup> exposent les progrès qui se font au niveau national dans la mise en place de systèmes de gestion de durabilité des pêches.

89. Les Membres ont soulevé diverses questions relatives au secteur des pêches dans les discussions qui ont eu lieu au CCE: rôle de ce secteur dans les pays en développement et les pays les moins avancés, pêches artisanales et à petite échelle, ententes d'accès, accès aux débouchés du poisson et de ses produits, etc.

90. Dans une communication récente (WT/CTE/W/154), les États-Unis distinguent le libre accès, le libre accès réglementé et les droits d'accès. Ils dressent une liste non exhaustive de catégories de subventions aux pêches ayant généralement pour effet d'augmenter outre mesure les activités de pêche et les capacités de récolte et de déformer les prix et les échanges. Sont exclus les programmes publics de gestion, de recherche scientifique et d'application de la réglementation dans le domaine des pêches, ainsi que la plupart des aménagements de mouillage et de déchargement à financement public et les programmes de facilitation de la transition vers des pêches durables. On en trouvera la liste à l'annexe V de cette note.

### **3. Symposium de haut niveau de l'OMC sur le commerce et l'environnement**

91. Au Symposium de haut niveau de l'OMC sur le commerce et l'environnement en mars 1999, cinq Membres ont produit une déclaration commune faisant état de la nécessité d'éliminer les subventions aux pêches qui nuisent à l'environnement et faussent les échanges.<sup>36</sup>

### **4. Conférence ministérielle de Seattle**

92. Dans les préparatifs de la Conférence ministérielle de Seattle en décembre 1999, on a fait plusieurs propositions concernant les subventions aux pêches.<sup>37</sup> Les vues divergeaient sur la meilleure façon d'aborder la question. Certains pays membres ont fait valoir la nécessité de négocier des règles relatives aux subventions halieutiques qui nuisent à l'environnement et faussent les échanges.<sup>38</sup> D'autres jugeaient qu'il ne fallait pas ranger ces subventions dans une catégorie à part et que la gestion des pêches en toute durabilité était une question à examiner globalement. Un des membres a proposé de charger un groupe de négociation indépendant de traiter d'une diversité de questions relatives aux produits forestiers et halieutiques, et plus particulièrement de la question des subventions aux pêches.<sup>39</sup>

## **D. OBSERVATIONS EN CONCLUSION**

93. Si on met à part les estimations globales antérieures de la FAO et de la Banque mondiale, on ne dispose pas d'estimations détaillées ni facilement comparables des subventions halieutiques pour toutes les grandes nations de pêche. Un tableau d'ensemble commence néanmoins à se dégager grâce

---

<sup>35</sup> Les États-Unis (1999) ont produit une étude du Congrès sur les investissements fédéraux dans le secteur des pêches.

<sup>36</sup> Voir la déclaration de l'Australie, de l'Islande, de la Nouvelle-Zélande, des Philippines et des États-Unis à l'annexe I du document WT/CTE/W/121 (pour un compte rendu sommaire de cette réunion, voir IIDD (1999)).

<sup>37</sup> Voir le sommaire de l'Islande dans WT/CTE/W/132.

<sup>38</sup> Voir, par exemple, la communication de l'Australie, de l'Islande, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège, du Pérou, des Philippines et des États-Unis, WT/GC/W/303.

<sup>39</sup> Voir, par exemple, la communication du Japon, WT/GC/W/221.

aux efforts de divers organismes qui s'occupent d'étudier et de mesurer les transferts financiers de l'État au secteur des pêches. Les récents travaux de l'APEC et de l'OCDE constituent un pas dans la bonne direction. Il faudra poursuivre les travaux pour établir une méthodologie commune susceptible de faciliter les efforts d'observation des progrès dans ce dossier important pour la gestion et le commerce de la pêche. Ces travaux pourront orienter les discussions du CCE sur la nature, l'importance et les conséquences des subventions aux pêches dans le contexte de la transition vers une gestion de durabilité des pêches.

**BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE**

- Anderson, Terry, et Donald Leal. 1991. *Free Market Environmentalism*. Boulder, États-Unis: Pacific Research Institute for Public Policy.
- APEC. 2000. *Study on the Nature and Extent of Subsidies in the Fisheries Sector of APEC Member Economies*. Document produit pour le groupe de travail sur les pêches de l'APEC. Singapour. [www.apecsec.org.sg](http://www.apecsec.org.sg).
- CDB. 1995. *A Call to Action: Decisions and Ministerial Statement from the 2<sup>nd</sup> Meeting of the COP to the Convention on Biological Diversity*. 6-17 novembre. [www.biodiv.org](http://www.biodiv.org).
- Chaytor, Beatrice. 1998. "International Trade and Legal Rules to support Marine Biodiversity", *Fisheries, International Trade and Biodiversity*. UICN: Gland.
- CICDD-UICN. 1999. *Fish for Thought: Fisheries, International Trade and Sustainable Development*. Document produit par Caroline Dommen et Carolyn Deere. Série sur les ressources naturelles, le commerce international et le développement durable, n° 1. Genève. [www.ictsd.org](http://www.ictsd.org).
- Deere, Carolyn. 1999. *Étiquetage écologique et pêches durables*. FAO et UICN: Rome et Washington, D.C. <ftp://ftp.fao.org/FI/document/eco-lab/booklet-e.pdf>.
- Deere, Carolyn. 2000. *Net Gains: Linking Fisheries Management, International Trade and Sustainable Development*. UICN: Washington, D.C.
- Dommen, Caroline. 2000 (à paraître). *Fish Scales: Fisheries, International Trade and Sustainable Development: A Reference Guide to Relevant Legal Frameworks*. Genève. Centre international pour le commerce et le développement durable. [www.ictsd.org](http://www.ictsd.org).
- Downes, David, et Brennan Van Dyke. 1998. *Fisheries Conservation and Trade Rules: Ensuring That Trade Law Promotes Sustainable Fisheries*. Centre pour le développement du droit international de l'environnement, Greenpeace: Washington, D.C.
- États-Unis. 1999. *Federal Fisheries Investment Task Force*. Rapport au Congrès. Washington, 11 juillet.
- FAO. 1992. *La situation de l'alimentation et de l'agriculture: Pêches maritimes et droit de la mer: 10 ans de mutation*. Document produit pour le Département des pêches de la FAO avec le concours de Francis Christy. (révision 1993) Rome. pages 129-182.
- FAO. 1998a. *Rapport sur les événements récents importants concernant le commerce des produits de la pêche*. Sous-Comité du commerce du poisson, 3-6 juin. [www.fao.org/fi/meetings/cofi/cofi98/cofi98-2.asp](http://www.fao.org/fi/meetings/cofi/cofi98/cofi98-2.asp).
- FAO. 1998b. *Questions relatives au commerce international, à l'environnement et à la mise en valeur durable des pêches: progrès des biotechnologies et commerce international des produits de la pêche*. Sous-Comité du commerce du poisson, 3-6 juin. [www.fao.org/fi/meetings/cofi/cofi98/cofi98-6.asp](http://www.fao.org/fi/meetings/cofi/cofi98/cofi98-6.asp).
- FAO. 1998c. *Rapport du Groupe de travail technique sur la gestion de la capacité de pêche*. Conférence de la FAO à La Jolla, 15-18 avril. Rapport n° 586 sur les pêches. Rome, juin.

- FAO. 1999a. "A Review of Measures Taken by Regional Marine Fishery Bodies to Address Contemporary Fishery Issues". *Fisheries Circular*. FIPL/940.
- FAO. 1999b. *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture*, 1998. Rome.
- FAO. 1999c. Plan d'action international de la FAO pour la gestion de la capacité de pêche et initiatives connexes en faveur d'une pêche durable, communication sommaire au Comité du commerce et de l'environnement de l'OMC, juin 1999. Genève.
- FAO. 2000a. *Annuaire statistique des pêches de la FAO*, 1998. Vol. 87. Rome.
- FAO. 2000b. Rapport de la 5<sup>e</sup> session du Sous-Comité du commerce du poisson. Rome, 22-25 mars.
- FAO. 2000c. Consultation technique sur la pertinence des critères d'établissement de la liste des espèces aquatiques faisant l'objet d'une exploitation commerciale au titre de la CITES. Comité de l'agriculture. Rome, 28-30 juin.
- FAO. 2000d. Résumé des documents préparés pour la consultation d'experts sur la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, organisée par le gouvernement australien en coopération avec la FAO (Sydney, Australie, 15-19 mai 2000). Document produit dans le cadre de la Consultation technique de la FAO sur la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, Rome, 2-6 octobre. [www.fao.org/docrep/meeting/x7799e.htm](http://www.fao.org/docrep/meeting/x7799e.htm).
- Filhol, Agnes. 1995. *Impact of the Uruguay Round on International Fish Trade*. Programme de recherche GLOBEFISH. Vol. 38. FAO, Rome.
- Flaaten, Ola, et Paul Wallis. 2000. *Government Financial Transfers to Fishing Industries in OECD Countries*. Document présenté à IFFET 2000. Paris. <http://www.oecd.org/agr/fish/index.htm>.
- Gates, J., D. Holland et E. Gudmundsson. 1997. *Theory and Practice of Fishing Policies and Vessel Buy-back Programmes*. Document présenté à l'atelier PNUE-WWF/FMN sur le rôle des politiques du commerce dans le secteur des pêches. PNUE: Genève.
- GATT. 1985a. *Problèmes du commerce des poissons et produits de la pêche: Étude documentaire établie par le secrétariat*. MDF/W/55. Genève, 15 novembre.
- GATT. 1985b. *Problèmes du commerce de certains produits provenant des ressources naturelles: Poissons et produits de la pêche: Rapport du Groupe de travail*. L/5895. Genève, 25 octobre.
- GATT. 1994. *Résultats des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay, accès aux marchés pour les marchandises et les services. Aperçu des résultats*. Genève.
- Gordon, D., et G. Munro. 1996. *Dir. Fisheries and Uncertainty: A Precautionary Approach to Resource Management*. University of Calgary Press, Calgary.
- Gordon, H. 1954. "Economic Theory of a Common Property Resource: The Fishery". *Journal of Political Economy*. 62:124-42.
- Hardin, Garrett. 1968. "The Tragedy of the Commons". *Science*. 162: 1243-48.
- Hardin, Garrett. 1998. "Extensions of the Tragedy of the Commons". *Science*. 1<sup>er</sup> mai, 682-83.
- IIDD. 1999. "Report of the WTO High Level Symposia". *Sustainable Development*. Winnipeg: Institut international sur le développement durable. 22 mars.

- McLeod, Rory. 1996. *Seafood Trade Access Project*. Report of Proceedings of the Symposium on the Interrelationship between Fisheries Management Practices and International Trade. Wellington, novembre.
- Milazzo, Matteo. 1998. *Re-examining Subsidies in World Fisheries*. Document technique n° 406 de la Banque mondiale. Série sur les pêches. Banque mondiale: Washington, D.C.
- Myers, Norman, et Jennifer Kent. 1998. *Perverse Subsidies: Tax \$s Undercutting Our Economies and Environments Alike*. IIDD: Canada.
- Nations Unies. 1999. *Le rapport du Secrétaire général sur la protection des océans, de toutes les mers, y compris les mers fermées et semi-fermées, et des zones côtières et sur la protection, l'utilisation rationnelle et la mise en valeur de leurs ressources biologiques*. New York.
- Nordström, Hakan, et Scott Vaughan. 1999. *Dossiers spéciaux, Commerce et environnement*. OMC: Genève.
- OCDE. 1965, 1971 et 1980. *Financial Support to the Fishing Industry*. Paris.
- OCDE. 1990. *Memorandum of the 66<sup>th</sup> Session of the Committee for Fisheries*. Paris, septembre.
- OCDE. 1993. *Economic Assistance to the Fishing Industry: Observations and Findings*. Paris, 3 novembre.
- OCDE. 2000a. *Transition to Responsible Fisheries: Statement by the OECD Committee for Fisheries*. Direction de l'alimentation, de l'agriculture et des pêcheries. Paris, 26 avril. <http://www.oecd.org/agr/fish/index.htm>.
- OCDE. 2000b. *Pour des pêcheries responsables: Implications économiques et politiques*. Paris.
- OCDE. 2000c. *Fisheries Resource Sustainability of Government Financial Transfers*. Direction de l'alimentation, de l'agriculture et des pêcheries. <http://www.oecd.org/agr/fish/index.htm>. Paris.
- OCEE. 1960. *Survey of Fishery Policies in Western Europe and North America*. Paris: Organisation européenne de coopération économique.
- PNUE-WWF/FMN. 1997. *The Role of Trade Policies in the Fishing Sector: Summary Report*. Atelier PNUE-WWF/FMN sur le rôle des politiques du commerce dans le secteur des pêches. Genève.
- Porter, Gareth. 1997. *The Euro-African Fishing Agreements: Subsidizing Overfishing in African Waters*. Document produit pour l'atelier PNUE-WWF/FMN sur le rôle des politiques du commerce dans le secteur des pêches, 2-3 juin. Genève.
- Porter, Gareth. 1998a. *Fishing Subsidies, Overfishing and Trade*. Série sur l'environnement et le commerce, n° 16. PNUE: Genève.
- Porter, Gareth. 1998b. *Too Much Fishing Fleet, Too Few Fish: A Proposal for Eliminating Global Fishing Overcapacity*. WWF/FMN: Washington, D.C.
- Porter, Gareth. 2000. *Perverse Subsidies*. Document provisoire pour la Série sur l'environnement et le commerce. PNUE: Genève.

- Read, Andrew, et Eugene Buck. 1997. *Commercial Fishing: Economic Aid and Capacity Reduction*. Report for Congress. Washington, D.C.: Congressional Research Service.
- Schmidt, Carl-Christian. 2000. *Traceability and Fisheries: Consumer wants and government needs: Lessons learned from past experience*. Document produit pour la conférence internationale sur l'observation, le contrôle et la surveillance des pêches, Bruxelles, 24-27 octobre. Document photocopié.
- Schorr, David. 1998. "Towards Rational Disciplines on Subsidies to the Fishery Sector: A Call for New International Rules and Mechanisms", *The Footprint of Distant Water Fleets on World Fisheries*. Document de travail du WWF/FMN: Washington, D.C. Septembre, pages 145-172.
- Schorr, David. 1999. "Fisheries Subsidies and the WTO", dans Gary Sampson et Bradnee Chambers. Dir. *Trade, Environment, and the Millennium*; Services des publications académiques (Université des Nations Unies): Tokyo.
- Steenblik, Ronald, et Gordon Munro. 1999. "International Work on Fishing Subsidies – An Update", dans M. Riepen. Dir. *The Impact of Government Financial Transfers on Fisheries Management, Resource Sustainability and International Trade*. Actes d'un atelier du Conseil de coopération économique avec les pays du Pacifique, 17-19 août 1998, Manille. Singapour: Conseil de coopération économique avec les pays du Pacifique. [www.oecd.agr/fish/publications.htm](http://www.oecd.agr/fish/publications.htm).
- Steenblik, Ronald, et Paul Wallis. 1998. "The OECD's Programme of Work in the Area of Fishery Policies". Actes de la neuvième conférence annuelle de l'International Institute of Fisheries Economics and Trade, juillet, Norvège. [www.oecd.agr/fish/publications.htm](http://www.oecd.agr/fish/publications.htm).
- Steenblik, Ronald. 1999. "Previous Multilateral Efforts to Discipline Subsidies to Natural Resource Based Industries", dans M. Riepen. Dir. *The Impact of Government Financial Transfers on Fisheries Management, Resource Sustainability and International Trade*. Actes d'un atelier du Conseil de coopération économique avec les pays du Pacifique, 17-19 août 1998, Manille. Singapour: Conseil de coopération économique avec les pays du Pacifique. [www.oecd.agr/fish/publications.htm](http://www.oecd.agr/fish/publications.htm).
- Stone, Christopher, David Downes et A. Charlotte de Fontaubert. 1999. *Biodiversity, Trade, and the Fishing Sector - Case Study: West Africa*. UICN: Gland.
- Stone, Christopher. 1997. "Too Many Fishing Boats, Too Few Fish: Can Trade Laws Trim Subsidies and Restore the Balance in Global Fisheries?", *Ecology Law Quarterly*. Vol. 24:505-544.
- Tietenberg, Tom, et Henk Folmer. 1998. Dir. *The International Yearbook of Environmental and Resource Economics, 1998-1999: A Survey of Current Issues*. Edward Elgar: États-Unis.
- Wallis, Paul, et Ola Flaaten. 2000. *Fisheries Management Costs: Concepts and Studies*. Document présenté à la conférence de l'International Institute of Fisheries Economics and Trade. Paris. <http://www.oecd.org/agr/fish/index.htm>.
- WWF/FMN. 1997. *Subsidies and Depletion of World Fisheries: Case Studies*. Campagne pour les mers en danger. Washington, D.C., avril. [www.panda.org/seachange/fisheries/report.htm](http://www.panda.org/seachange/fisheries/report.htm).
- WWF/FMN. 1999. *Underwriting Overfishing*. Issue Summary No. 1. Campagne pour les mers en danger. Washington, D.C. [www.panda.org/resources/publications/water/overfishing](http://www.panda.org/resources/publications/water/overfishing).

**DOCUMENTS DU CCE TRAITANT DU SECTEUR DES PÊCHES**

<b>Symbole</b>	<b>Titre du document</b>	<b>Date</b>
WT/CTE/W/160	Matrix on Trade Measures Pursuant to Selected MEAs	19 septembre 2000
WT/CTE/W/154	Subventions à la pêche qui nuisent à l'environnement et faussent les échanges - Communication des États-Unis	4 juillet 2000
WT/CTE/W/152	Conservation Measures Taken by the International Commission for the Conservation of Atlantic Tunas - ommunication de la CICTA	29 juin 2000
WT/CTE/W/135	Update of FAO Activities Related to Fisheries - Communication de la FAO	25 février 2000
WT/CTE/W/134	Les subventions dans le secteur de la pêche: le point sur les récents travaux menés par la Nouvelle-Zélande - Communication de la Nouvelle-Zélande	24 février 2000
WT/CTE/W/132	Les subventions à la pêche et l'environnement - Communication de l'Islande	21 février 2000
WT/CTE/W/126	Plan d'action international de la FAO pour la gestion de la capacité de pêche et initiatives connexes en faveur d'une pêche durable - Communication de la FAO	12 octobre 1999
WT/CTE/W/121	Benefits of Eliminating Trade Distorting and Environmentally Damaging Subsidies in the Fisheries Sector - Communication de la Nouvelle-Zélande	28 juin 1999
WT/CTE/W/113 + Corr.	Commission pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique - Communication de la CCAMLR	20 mai 2000
WT/CTE/W/80/Add.	Règles GATT-OMC concernant les aides et subventions accordées au secteur de la pêche – note du Secrétariat	21 septembre 1999
WT/CTE/W/111	Rapport succinct du Ministère islandais des pêches sur l'effet des subventions de la pêche sur l'environnement - Communication de l'Islande	11 mars 1999
WT/CTE/W/105	La libéralisation du commerce et l'environnement: un programme de travail positif pour la réforme des échanges commerciaux - Communication de l'Australie	2 février 1999
WT/CTE/W/103 + Corr.	Système islandais de gestion de la pêche: régime de gestion durable obéissant aux lois du marché - Communication de l'Islande	27 janvier 1999
WT/CTE/W/99	Commentaires de la Communauté européenne sur le document du Secrétariat du Comité du commerce et de l'environnement (WT/CTE/W/80) sur les subventions et les aides à l'industrie de la pêche	6 novembre 1998
WT/CTE/W/87	Communication du Secrétariat de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique	16 Juillet 1998
WT/CTE/W/83	Observations de la Communauté européenne sur la note du Secrétariat du Comité du commerce et de l'environnement de l'OMC (Avantages environnementaux de l'élimination des restrictions et distorsions des échanges)	10 juin 1998



<b>Symbole</b>	<b>Titre du document</b>	<b>Date</b>
WT/CTE/W/80	Règles GATT-OMC concernant les aides et subventions accordées au secteur de la pêche	9 mars 1998
WT/CTE/W/67	Avantages environnementaux de l'élimination des restrictions et distorsions - Note du Secrétariat	7 novembre 1997
WT/CTE/W/62	L'Accord de 1994 relatif à l'application de la Partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 - Communication de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer des Nations Unies	16 septembre 1997
WT/CTE/W/52	Le secteur des pêches - Communication de la Nouvelle-Zélande	21 mai 1997
WT/CTE/W/51	Les avantages environnementaux et commerciaux de la suppression des subventions dans le secteur des pêches - Communication des États-Unis	19 mai 1997
WT/CTE/1	Rapport (1996) du Comité du commerce et de l'environnement à la Conférence ministérielle de Singapour	12 novembre 1996
WT/CTE/W/36	Libéralisation du commerce, environnement et développement durable - Communication de l'Australie	23 juillet 1996
WT/CTE/W/15 + Corr	Évolution récente des AEM - note du Secrétariat - Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable	1 <sup>er</sup> décembre 1995
<b>Documents généraux du Conseil</b>		
WT/GC/W/348	Préparation de la Conférence ministérielle de 1999 - Améliorer les disciplines et les voies de recours de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires - Communication du Canada	11 octobre 1999
WT/GC/W/303	Subventions en faveur du secteur de la pêche - Communication de l'Australie, des États-Unis, de l'Islande, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, du Pérou et des Philippines	6 août 1999
WT/GC/W/292	Élimination des subventions dans le secteur de la pêche qui faussent les échanges et nuisent à l'environnement - Communication de la Nouvelle-Zélande	5 août 1999
WT/GC/W/229	Préparation de la Conférence ministérielle de 1999 - Subventions en faveur du secteur de la pêche - Communication de l'Islande	6 juillet 1999
WT/GC/W/221	Préparation de la Conférence ministérielle de 1999 - Négociations relatives aux produits forestiers et aux produits de la pêche – Communication du Japon	28 juin 1999
WT/GC/W/185	Préparation de la Conférence ministérielle de 1999 - Accès aux marchés des produits industriels, y compris le poisson et les produits dérivés - Communication de la Norvège	19 mai 1999

## ANNEXE I

### LISTE DES PAYS À DÉFICIT VIVRIER ET À FAIBLE REVENU (PDVFR)

Afghanistan	Libéria
Albanie	Macédoine
Angola	Madagascar
Arménie	Malawi
Azerbaïdjan	Maldives
Bangladesh	Mali
Bénin	Maroc
Bhoutan	Mauritanie
Bolivie	Mongolie
Bosnie-Herzégovine	Mozambique
Burkina Faso	Népal
Burundi	Nicaragua
Cambodge	Niger
Cameroun	Nigeria
Cap-Vert	Ouzbékistan
Chine	Pakistan
Comores	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Côte-d'Ivoire	Philippines
Cuba	République centrafricaine
Djibouti	République démocratique du Congo
Égypte	République démocratique populaire de Corée
Équateur	République du Congo
Érythrée	Rwanda
Éthiopie	Samoa
Gambie	Sao Tomé-et-Principe
Géorgie	Sénégal
Ghana	Sierra Leone
Guatemala	Somalie
Guinée	Soudan
Guinée-Bissau	Sri Lanka
Guinée équatoriale	Swaziland
Haïti	Syrie
Honduras	Tadjikistan
Îles Salomon	Tanzanie
Inde	Tchad
Indonésie	Togo
Kenya	Turkménistan
Kirghizistan	Tuvalu
Kiribati	Vanuatu
Laos	Yémen
Lesotho	Zambie

## ANNEXE II

### ORGANISMES RÉGIONAUX DES PÊCHES

Ces instruments assignent des tâches ou des responsabilités bien précises tant aux organismes régionaux des pêches (ORP) qu'à leurs membres respectifs: pêches non réglementées, surcapitalisation et taille excessive des flottilles de pêche, sous-sélectivité des engins de pêche, prises accessoires et rejets, données et statistiques, recours à une "approche de précaution", conservation et gestion des stocks hauturiers, régimes de suivi, de contrôle et de surveillance et application par les États du pavillon et du port, pollution maritime, protection des écosystèmes, collecte de données et consultation subséquente en gestion, aide aux pays en développement, etc.

#### Organismes régionaux des pêches de la FAO

- Comité des pêches pour l'Atlantique Centre-Est (COPACE)
- Centre des pêches pour l'Atlantique Centre-Ouest (COPACO)
- Commission des pêches de l'océan Indien (CPOI)
- Commission des pêches pour l'Asie et le Pacifique (COPAP)
- Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM)
- Commission des thons de l'océan Indien (IOTC)

#### Organismes régionaux des pêches hors FAO

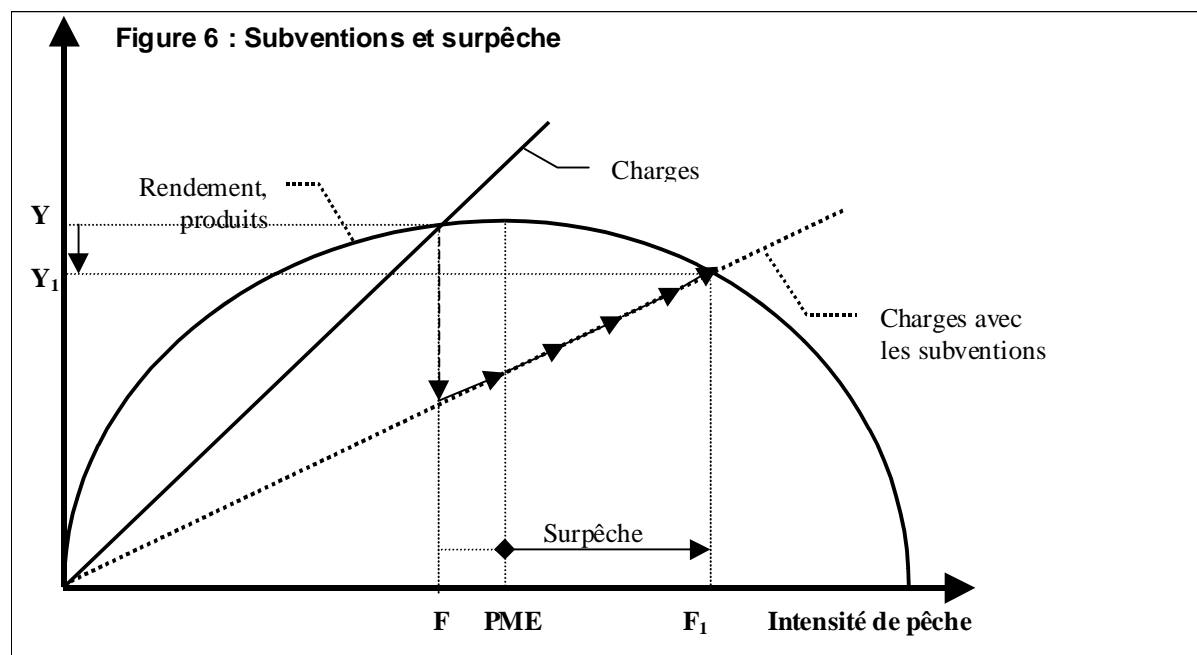
- Commission pour la conservation de la flore et de la faune marines de l'Antarctique (CCAMLR)
- Commission pour la conservation du thon rouge du Sud (CCSBT)
- Organisme des pêches du Forum (FFA)
- Commission interaméricaine du thon tropical (CITT)
- Commission internationale des pêches de la Baltique (IBSFC)
- Conseil international pour l'exploration de la mer (CIEM)
- Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA)
- Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest (OPANO)
- Comité régional des pêches du Golfe de Guinée (COREP)
- Commission sous-régionale des pêches (CSRP)
- Commission technique mixte du front maritime Argentine-Uruguay (CTMFM)
- Commission des mammifères marins de l'Atlantique Nord (NAMMCO)
- Organisation pour la conservation du saumon de l'Atlantique Nord (OCSAN)
- Commission des pêches de l'Atlantique Nord-Est (OPANE)
- Commission internationale du flétan du Pacifique (IPHC)
- Commission des poissons anadromes du Pacifique Nord (NPAFC)
- Organisation des sciences de la mer pour le Pacifique Nord (PICES)
- Commission du saumon du Pacifique (PSC)
- Commission permanente du Pacifique Sud (CPPS)
- Communauté du Pacifique (CPS)
- Organisation latino-américaine de développement des pêches (OLDEPESCA)
- Commission baleinière internationale (CBI)

### ANNEXE III

#### MODÈLE DE PÊCHERIE: SUBVENTIONS ET SURPÊCHE

La figure 4 offre un modèle type d'une pêcherie non représentative de l'ensemble des pêcheries (pêcheries en voie de mise en valeur, par exemple). Dans ce modèle, les rendements durables des stocks de poisson varieront selon le degré d'intensité de pêche (nombre de navires ou de pêcheurs). On suppose en outre que les prix sont constants et emploie une fonction de coût particulière pour la récolte d'un stock. Le rendement augmente au gré de l'intensification de la pêche jusqu'à la production maximale équilibrée (PME). En cas de libre accès, le point d'efficacité économique à la figure 6 est atteint au point **F** le long de la courbe des prises totales. C'est le point où il y a équilibre des charges et des produits totaux de la récolte du stock.

En général, les problèmes économiques qui se posent ont à voir avec les structures d'incitation d'une pêcherie. Les défaillances des politiques tenant au libre accès se situent au cœur du phénomène de la surpêche et de la décroissance qui s'ensuit des stocks halieutiques. Ainsi, si les transferts ou les subventions de l'État incitent à accroître les facteurs capital et travail au-delà du niveau PME de la pêcherie, il y aura surcapitalisation et surpêche. C'est ce que représente le passage du point **F** au point **F<sub>1</sub>** à la figure 6. Au départ, les subventions font faire un plus grand bénéfice aux divers pêcheurs, ce qui contribue à attirer plus d'exploitants dans le secteur. Ainsi, s'il n'y a pas d'obstacles à l'entrée dans cette pêcherie, l'intensité de pêche excédera le point PME et les subventions procureront seulement des rentes temporaires à l'industrie.



Source: Nordström et Vaughan (1999), page 24.

## ANNEXE IV

### OCDE – *POUR DES PÊCHERIES RESPONSABLES: IMPLICATIONS ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES*, PARIS, 2000

#### SOMMAIRE

1. Les transferts financiers de l'État aux secteurs des pêches d'eau salée des pays membres de l'OCDE représentent une importante intervention en politique publique. Avec ces transferts, on vise divers objectifs et on emploie divers moyens d'exécution. La plupart sont du type "services généraux" et la plus grande proportion va à l'infrastructure halieutique, et le reste au financement d'activités conçues pour assurer une exploitation durable des stocks de poisson. On relève aussi des dépenses appréciables en programmes de transferts destinés à ménager les transitions, à moderniser les flottilles et à donner accès aux eaux d'autres pays. Dans cette étude, le Comité des pêcheries de l'OCDE a voulu examiner un certain nombre de transferts et essayer d'en évaluer l'incidence sur les capacités et les activités de pêche et sur la durabilité des stocks halieutiques.

2. On estime que la catégorie des services généraux a mobilisé au moins 4,9 milliards de dollars EU (77 pour cent de l'ensemble des transferts) en 1997. C'est 13 pour cent de la valeur des prises. Comme exemples courants de services généraux, mentionnons les dépenses en recherche, en application de la réglementation, en gestion, en valorisation et en infrastructure dans le domaine des pêches. Ces dépenses sont en grande partie affectées à des services importants pour une utilisation durable des stocks de poisson et des écosystèmes aquatiques en fonction des engagements internationaux. Aux fins de certains de ces services, quelques pays membres de l'OCDE font des pêcheurs les principaux bénéficiaires, ceux-ci étant propriétaires des bâtiments de pêche et donc les premiers usagers des droits de pêche. C'est ainsi que ces pays exploiteront des programmes en recouvrement des frais où il y a remboursement par les pêcheurs du coût de la prestation de ces services qui intéressent habituellement la gestion et la recherche halieutiques. D'autres pays sont plutôt d'avis que toute la société profite de ces services et que ceux-ci devraient donc être payés par les recettes fiscales générales. On a également dépensé 1,4 milliard de dollars EU en paiements directs et en transferts de réduction des coûts au secteur des pêches en 1997. Il s'agit là de 4 pour cent de la valeur des prises. On peut citer comme exemples courants les subventions à la modernisation, les paiements de désarmement de navires, les exonérations fiscales et les mesures de soutien du revenu. Ces chiffres ne tiennent nullement compte des transferts de soutien des prix du marché, qui viennent combler la différence, par une intervention de l'État, entre les prix nationaux et internationaux des produits de la pêche.

3. On a aussi fait fréquemment mention de paiements directs et de transferts de réduction de coûts qui visent à diminuer les capacités de pêche. Avec de telles politiques, on cherche soit à relever la rentabilité du reste des pêcheurs, soit à réduire la dépendance à l'égard des pêches, soit à tenir les engagements internationaux, soit à atténuer les pressions qui s'exercent sur les stocks. Dans certains cas, on a eu recours à des transferts de réduction de capacité en relation avec des mesures de conservation des ressources. Les données présentées indiquent que ces transferts ont permis de rendre les pêches plus rentables. Même là où ce n'était pas un objectif de la politique publique, il a semblé y avoir amélioration des résultats du reste des pêcheurs. Bien que dans de nombreux pays les politiques de conservation des ressources soient indépendantes des politiques de transferts, certains pays ont démontré l'intérêt d'une combinaison fonctionnelle de ces deux types de politiques. On s'y servait des transferts financiers de l'État pour bien ménager l'adoption de politiques plus strictes de gestion. Nos constatations font ressortir l'importance d'une cohérence entre politiques de gestion et politiques de transferts.

4. Les données présentées font voir qu'un certain nombre de paiements directs et de transferts de réduction de coûts sont une incitation à un accroissement des capacités et des activités de pêche. On peut toutefois éviter ces effets en grande partie si on dispose déjà de bons systèmes de gestion. Dans certains cas, la surpêche avait contribué à faire naître des problèmes de durabilité des ressources, mais peu de pays ont démontré l'existence d'un lien entre ces difficultés et les transferts financiers de l'État.

5. On a pu observer que les transferts de réduction de capacité produisaient d'autres effets. En engendrant des possibilités de production de rentes économiques, de telles politiques donnent le moyen d'entrer dans l'industrie des pêches avec plus d'efficacité (faute de bons contrôles d'intensité de pêche). D'autres transferts comme ceux des programmes de renouvellement et de modernisation, qui encouragent l'adoption de nouvelles technologies, peuvent aussi jouer contre les objectifs des programmes de réduction de capacité. Ajoutons que les différences entre capacité mesurée (jauge et puissance motrice générales des flottilles) et capacité effective viennent compliquer l'élaboration de politiques de réduction d'intensité de pêche. Les transferts de réduction de capacité risquent aussi d'avoir des effets externes sur d'autres pêcheries. Si ces dernières ne sont pas convenablement gérées, l'effet net pourrait être défavorable à la durabilité des ressources. Dans quelques cas, on acquittait les coûts des programmes de réduction de capacité en recueillant des fonds auprès des pêcheurs. Au nombre des effets favorables d'une telle orientation, on peut noter son incidence sur la structure d'incitation des pêcheurs qui demandent une aide à l'adaptation, ainsi qu'une facture allégée pour les contribuables.

6. Les données de l'étude semblent indiquer qu'une proportion appréciable des transferts, s'ils s'allient à une saine politique de gestion, peuvent contribuer à la durabilité des ressources. Il se peut cependant qu'un certain nombre de paiements directs et de transferts de réduction de coûts nuisent à la gestion des pêches. Les transferts peuvent ancrer des attentes en matière de capacité et d'intensité de pêche qui peuvent se révéler coûteuses pour un gouvernement qui tâche de les éliminer. Un excès de capacité principalement causé par l'absence de bonnes politiques de gestion et de transferts peut venir accroître les pressions qui s'exercent en vue de décisions de gestion halieutique qui sacrifient les impératifs à long terme de durabilité à des besoins à court terme.

7. Certains pays considèrent que la réforme de leurs politiques de transferts publics, jointe à des mesures de gestion, a eu du succès du point de vue de la réalisation des objectifs de gestion des ressources. Les réformes sont fonction des particularités de chaque situation, mais elles rendent possibles des pêches économiquement rentables et biologiquement durables qui assument leurs propres risques et fonctions d'adaptation sans paiements directs ni transferts de réduction de coûts.

8. Les transferts de réduction de capacité sont de nature à atténuer les pressions qui s'exercent sur des stocks surexploités. Les données dont nous disposons semblent indiquer que des améliorations sont possibles en matière de durabilité si on combine des mesures appropriées de gestion à ces transferts.

9. Le Comité a reconnu les difficultés que l'on a à cerner l'incidence des transferts financiers de l'État sur la durabilité des pêches. L'étude a néanmoins amélioré notre compréhension des effets des transferts sur le secteur des pêches. Des constatations et des évaluations utiles sont possibles. L'étude a abordé des questions qui feront partie du prochain programme de travail du Comité. Cet organe poursuivra ses recherches afin de mieux comprendre les transferts de la catégorie des services généraux, surtout ceux qui relèvent des programmes de recherche, de gestion et d'application de la réglementation dans le domaine des pêches. Les liens possibles entre transferts et commerce seront aussi un sujet d'étude dans le futur programme de travail.

ANNEXE V

**LISTE NON EXHAUSTIVE DES SUBVENTIONS AUX PÊCHES QUI NUISENT À  
L'ENVIRONNEMENT ET FAUSSENT LE COMMERCE**

Catégorie	Exemples de mesures
<b>A. Subventions qui réduisent les coûts d'immobilisation et d'exploitation</b>	
<i>i) Pêches nationales</i>	
Réduction des coûts fixes et variables	- Travaux de recherche-développement financés par l'État qui se prêtent à des applications commerciales
Réduction du coût du capital	- Prêts gouvernementaux et rééchelonnement d'emprunts par l'État à des taux inférieurs à ceux du marché - Garanties de prêts de l'État qui facilitent les emprunts à des taux inférieurs à ceux du marché - Remises par l'État de dettes à financement public
Réduction de l'impôt sur le revenu et des taxes de vente et accroissement des marges bénéficiaires	- Crédits d'impôt à l'investissement - Reports d'impôt sur le revenu et amortissement fiscal accéléré - Exonération des taxes de vente et des taxes d'accise nationales sur les carburants (à moins que ces taxes ne soient des droits d'utilisation qui financent un programme hors pêche dans le domaine de la construction et de l'entretien des routes, par exemple)
Atténuation des risques et des coûts	- Assurances maritimes financées par l'État et commercialement disponibles à des taux inférieurs aux taux du marché
Dirigisme des pêches	- Propriété et gestion publiques d'entreprises de pêche si cela va à l'encontre des conditions du marché - Commerce gouvernemental si cela va à l'encontre des conditions du marché et des pratiques commerciales
Autres mesures indirectes	- Aide à la construction de navires là où les avantages vont directement aux pêcheurs

Catégorie	Exemples de mesures
<b>ii) Pêches internationales</b>	
Promotion expresse des pêches internationales, en haute mer ou dans les ZEE d'autres pays, par exemple	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Paiements d'accès à des territoires de pêche étrangers par financement de l'État</li> <li>- Aide publique aux coentreprises de pêche à l'étranger</li> <li>- Exportation de bâtiments de pêche par financement de l'État</li> <li>- Assurances financées par l'État à des taux inférieurs à ceux du marché pour les investissements halieutiques à l'étranger</li> </ul>
<b>B. Subventions de soutien des revenus et des prix</b>	
Programmes directs de soutien des prix qui ont pour effet général de promouvoir l'exploitation au-delà d'un point d'optimalité et de soutenir des producteurs marginaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Programmes de soutien des prix nationaux</li> <li>- Achats de l'État à des prix supérieurs à ceux du marché</li> </ul>
Subventions de promotion directe du commerce	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Remboursement de taxes sur certains produits d'entrée si les produits de sortie sont exportés</li> <li>- Subventions de l'État à l'exportation</li> </ul>
Programmes sectoriels d'aide sociale si leur mode d'application encourage les pêcheurs à demeurer en activité même si les ressources halieutiques sont devenues insuffisantes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Programmes sectoriels de soutien du revenu</li> <li>- Développement économique régional s'il vise particulièrement le secteur des pêches</li> </ul>

Source: Communication des États-Unis au CCE, WT/CTE/W/154, 4 juillet 2000.